



L'ESSOR

Formation

Pour être acteur de sa vie

Une société plus violente ?

Information ou intox

Colloque organisé par L'ESSOR Formation

Vendredi 19 novembre 2021

Au FIAP – PARIS

Sommaire

Ouverture de la journées d'étude	P 1
---	-----

Alain CHAMPEAUX, Président de L'Association L'ESSOR

Présentation et animation des journées d'étude

Jean-Marc DEVERRE

La violence, un virus mutant	P 3
---	-----

Laurence HANSEN-LOVE, professeure agrégée de philosophie et enseignante Prépasup

Toutes violences ne sont pas les mêmes	P 9
---	-----

Jean Pierre LEBRUN, psychiatre et psychanalyste

Mosaïque de témoignages de L'ESSOR	P 14
---	------

Animée par l'équipe de direction de L'ESSOR Clairval Pauline MARTIN , Cindy POUGETOUX et
Matthieu YASSEF

Table ronde avec témoignages d'expérience par les salariés de L'ESSOR	P 18
--	------

Le monde est déchainé ?	P 21
--------------------------------------	------

François CUSSET , Historien des idées

L'institution à la violence inévitable	P 26
---	------

Reynald BRIZAIS, Maître de conférence en psychologie sociale – Université de Nantes

Clôture de la journée d'étude	P 29
--	------

Gaël ESCAFFRE : Directeur Général de l'Association L'ESSOR

UNE SOCIÉTÉ PLUS VIOLENTE ? INFORMATION OU INTOX

Vendredi 19 novembre 2021, Paris

Jean-Marc DEVERRE

Bonjour à tous et bienvenue à cette journée d'étude de l'ESSOR. C'est un plaisir de se retrouver tous ensemble après l'épisode de la Covid. Le thème de notre journée est la violence, celle qui impacte les rapports entre les personnes dans nos sociétés, dans les institutions, et en particulier au sein des établissements de l'ESSOR. Cette violence augmente-t-elle, ou est-ce son ressenti ou l'écho médiatique qui augmente ? Ses formes sont-elles en évolution ? Autant de questionnements qui vont rythmer notre journée, qui comprendra des interventions thématiques et prospectives par des personnes qualifiées, Laurence Hansen-Løve, Jean-Pierre Lebrun, François Cusset et Reynald Brizais, mais aussi des témoignages vidéo et une table ronde avec plusieurs intervenants, professionnels de l'ESSOR, permettant de confronter les réflexions théoriques aux réalités que vous vivez. Je laisse maintenant la parole au président de L'ESSOR.

Alain CHAMPEAU

Bonjour à toutes et à tous. Heureux de nous retrouver pour cette journée d'étude annuelle après l'interruption de 2020 à cause du virus. Je crois que nous avons besoin de ces rencontres en présentiel, qui nous ont beaucoup manqué ces derniers temps. Merci aux organisateurs et à toute l'équipe qui a travaillé à la préparation de cette journée. Je remercie par avance les intervenants et l'animateur qui fait beaucoup pour que cette journée se déroule bien et pour que les questions affluent de manière abondante et passionnante.

Le thème avait été choisi pour l'année dernière et il reste d'une grande actualité : une société plus violente, information ou intox ? Il appartiendra à nos différents intervenants d'essayer de répondre à cette question à la fois dans le cadre général et dans le contexte du travail quotidien au sein des établissements. Je ne me considère absolument pas comme un expert dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres ailleurs. En introduction, je me permettrai seulement de faire part de quelques-unes de mes remarques personnelles.

Force est de constater que le passé a connu des périodes autrement plus violentes que la nôtre, depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours. Sans être historien, on peut noter des périodes dans l'Histoire où la violence était quasiment généralisée entre nations et à l'intérieur des nations. Aujourd'hui, nos pays d'Europe de l'Ouest sont plutôt à l'abri des conflits observés ailleurs, en Éthiopie, en Afghanistan, en Birmanie, au Yémen... Si nous ne sommes ni dans la période la plus violente de l'Histoire ni dans le lieu de la planète le plus violent, d'où vient cette impression de violence omniprésente chez nous et qui serait en perpétuelle augmentation si l'on en croit les journalistes et les discours des politiques ? Est-ce parce que nous sortons d'une période de quelques décennies de relative stabilité, où nous avons perdu un peu l'habitude de la violence, ou bien cette violence était-elle sous-jacente, moins visible ? Est-ce parce que nous sommes devenus de plus en plus individualistes et que nous nous sentons menacés par l'autre ? Est-ce parce que nous sommes dans une époque de l'instantanéité de l'information, qui nous donne l'impression de vivre en direct la moindre violence, où qu'elle se produise en France ou dans le monde ? Est-ce lié aux réseaux sociaux qui permettent à des groupes de propager leurs idées et de convaincre leurs suiveurs de la véracité de contre-vérités évidentes ? L'actualité récente nous en a donné suffisamment d'exemples entre les vaccins, les actions contre le Capitole après les élections américaines et toutes les autres théories du complot.

Si l'on en vient à L'ESSOR et à votre travail de tous les jours, j'ai pu noter au cours de multiples échanges que j'ai pu avoir avec nombre d'entre vous travaillant dans la protection de l'enfance, plus spécialement en ITEP, une phrase revenant souvent : « Le public accueilli n'est plus le même. » Nous entendons également dans la bouche des enseignants : « Les élèves ne sont plus comme avant. » Pourtant, lors de la réunion des ITEP il y a 15 jours à Montpellier, de nouveaux exemples de médiation éducative ont été donnés et montrent bien que dans certains contextes et avec certaines approches, les réactions des jeunes d'aujourd'hui sont pas foncièrement différentes de celles de leurs aînés. Réalité ou impression, info ou intox ? À vous de nous éclairer tout au long de cette journée.

Jean-Marc DEVERRE

Dresser un état des lieux, définir les différentes conceptions de la violence, traiter du principe de remontée de la violence et de l'apparition de violences nouvelles, tel est ce à quoi va répondre maintenant Laurence Hansen-Løve, professeure agrégée de philosophie, enseignante à PrépaSup et auteure de plusieurs ouvrages, notamment *Oublier le bien, nommer le mal* et *Faut-il désespérer de l'humanité ?* (paru en 2020).

Laurence HANSEN-LØVE,
Professeuse agrégée de philosophie

Bonjour à tous. Lorsque j'ai lu cette question : « Une société plus violente, info ou intox ? », je me suis demandée d'abord de quelle société l'on parlait (que désigne ce vocable « la société » ?). Cette indétermination pose trois problèmes. Est-ce la France ? Je pense qu'il vaut mieux limiter mon champ d'intervention afin d'éviter d'énoncer des généralités sur le monde entier, difficiles à documenter. Je vais parler de la France mais je ne vais pas m'en tenir à ce pays non plus. Le deuxième problème est de savoir quand « la société » serait devenue plus violente. Nous sommes tentés de parler des dernières années qui ont vu apparaître de nouvelles formes de violence. Les auteurs qui travaillent sur la violence prennent souvent comme référence l'année 1945, puisque depuis cette date nous vivons une période relativement dépourvue de guerres, en tout cas en Occident. Nous pouvons aussi prendre comme référence l'année 1989, regardée par certains comme la « fin de l'Histoire », supposée ouvrir des décennies de tranquillité. Le troisième problème a trait au décalage entre le ressenti (« la violence augmente ») et certaines études qui montrent au contraire que la violence, selon une définition objective, aurait plutôt tendance à diminuer. Faut-il balayer ce ressenti et le mettre sur le compte de l'intox ? Il est vrai que les nouveaux médias insistent énormément sur le sentiment d'insécurité, exploité par certains acteurs politiques que je n'ai pas besoin de nommer.

Je vais d'abord faire un état des lieux sur la violence, en partant de la France, en élargissant jusqu'à l'humanité tout entière, puis je reviendrai sur la définition de la violence, et j'apporterai pour finir une réponse à la question, - une réponse incertaine et prudente.

Le monde est-il de plus en plus violent aujourd'hui ? Dans son allocution du 9 novembre 2021, Emmanuel Macron dit que « la violence est de retour dans toutes les sociétés occidentales ». La violence augmenterait dans le monde d'aujourd'hui, mais qu'est-ce que le monde d'hier ? En France, selon les chiffres de 2019 sur l'insécurité et la délinquance, les coups et blessures volontaires ont augmenté de 8 % par rapport à 2018, les actes racistes et antisémites sont également en augmentation, les actes islamophobes ont bondi de 52 % (selon un rapport du 8 juillet 2021), les violences intrafamiliales et les viols sont en hausse pour la troisième année consécutive (9 % pour les premières, de 11 % pour les viols) et en 2020 on a compté 1 276 élus menacés de mort, soit trois fois plus qu'en 2019.

En Europe, il existe une violence diffuse qui n'est pas forcément visible ni quantifiable, mais qui est très anxiogène sur le plan de l'imaginaire collectif. Nous pouvons constater une grande violence sur les réseaux sociaux, ainsi qu'une agressivité des images par exemple dans les jeux vidéo et les séries, comme *Squid Game*. J'ai vu récemment un film qui s'appelle *Pleasure*, un documentaire qui raconte l'histoire d'une fille qui veut devenir une pornstar, or la pornographie est actuellement un domaine où la violence est ahurissante, dans lequel la violence est exigée, avec une surenchère permanente, ce qui se traduit par une volonté de dégradation et d'avilissement de la femme. J'ajoute la question du harcèlement, qui nous choque tous, d'autant plus qu'un enfant sur dix serait concerné en France. 700 000 enfants disent avoir été harcelés. Selon un rapport de l'UNESCO, un enfant sur trois dans le monde a été harcelé. Est-ce nouveau ou bien est-ce un phénomène qui est mis en avant après avoir été négligé pendant longtemps ? Auparavant, peut-être trouvait-on le harcèlement normal.

Dans le monde, s'il existe moins de grandes guerres, il existe des guerres sans fin (comme au Congo et au Yémen), il y a aussi le terrorisme et la criminalité organisée. Selon le procureur général de Belgique, Frédéric Van Leeuw : « le modèle ultra-violent des trafiquants latino-américains se

diffuse en Europe.» Selon un rapport de 2004 qui figure dans la revue *Champ pénal*, si les homicides sont globalement en régression, le taux reste tout de même très élevé dans certains pays, comme l'Afrique du Sud, des pays d'Amérique latine, les Philippines et les États-Unis. En outre, des enfants sont vendus comme esclaves, notamment au Ghana. En Afghanistan, des familles vendent leurs filles (en mariage). Les pays les plus riches sont évidemment très préservés de ce type de violences liées aux États faillis, à l'esclavage et aux guerres civiles.

Si l'on envisage l'humanité dans son ensemble et que l'on compare notre monde à celui de nos ancêtres, la société serait de moins en moins violente, avec moins d'homicides et de guerres. Dans son *Histoire de la violence en Occident*, Jean-Claude Chesnais explique que la violence a régressé depuis 1800. Steven Pinker, dans son livre *La Part d'ange en nous* (2017), écrit : « L'homicide, le meurtre et l'assassinat constituent aujourd'hui des événements rares. L'époque contemporaine, depuis 1970, apparaît comme beaucoup plus sécuritaire que les autres périodes de l'humanité. À partir de travaux archéologiques, on sait que les membres de tribus amérindiennes du Sud-Ouest américain vivaient dans un monde très violent : une personne sur quatre mourait d'agression violente. Au Moyen-Âge, le taux d'homicide était outrageusement élevé. » Les grandes colonisations des nouveaux mondes, en Afrique et en Amérique, se sont accompagnées de massacres importants de population. D'après les spécialistes, l'humanité connaît donc une régression globale de la violence, même si cette tendance fut contredite au XX^e siècle par un certain nombre d'événements : les deux Guerres mondiales, les goulags de Staline (20 millions de morts), les purges maoïstes (10 millions de morts), et les guerres et génocides des quarante dernières années. Malgré tout cela, nous vivrions dans la période la plus paisible de l'Histoire de l'humanité.

En France, si l'on ne pratique plus les duels, si l'on ne fait plus d'exécutions sommaires, si l'on ne brûle plus les sorcières, si l'on ne tire plus sur les ouvriers en grève, si l'on ne coupe plus la tête des ennemis de classe, si l'on en a fini avec la peine de mort, si les violences les plus flagrantes sont en régression, cela s'expliquerait principalement (selon Steven Pinker) par le fait que l'État a désormais « le monopole de la violence légitime ». Peut-être - me direz-vous - mais il existe encore des violences policières, qui nous scandalisent ; je répondrais que les massacres de 1961 et 1962 qui ont eu lieu à Paris semblent appartenir au passé. Aujourd'hui, il me semble que les violences physiques font l'objet d'une condamnation assez consensuelle, en tout cas en France.

Si l'humanité est donc de moins en moins violente globalement, (et en particulier dans les États de droit) pourquoi cette hypothèse d'une remontée de la violence aujourd'hui ? Ne s'agit-il que d'un ressenti, d'une illusion ? Est-ce parce que nous sommes de plus en plus révoltés par la violence que nous avons le sentiment erroné qu'elle augmente ?

Mon livre *La violence. Faut-il désespérer de l'humanité ?* se voulait une forme de réponse à Steven Pinker. La violence ne se réduit pas aux violences physiques, visibles, quantifiables. Un enfant peut subir des violences qui ne laissent pas de traces. Le sociologue Michel Wievorka définit la violence comme « la négation du sujet ». Cela peut consister dans le fait de porter atteinte à l'intégrité physique, mais la violence peut causer des dommages psychiques en dehors de coups et blessures. Cet auteur observe que la violence « peut se traduire par une subjectivité niée, ravagée, par la destruction des repères psychiques dans le cadre desquels se meut la personne, elle-même alors plus ou moins atteinte par un sentiment de dépersonnalisation, de désintégration de la personnalité, de rupture ou de discontinuité dans sa trajectoire personnelle. » Il ajoute que « souvent, avoir été victime produit un sentiment de honte, de culpabilité et toutes sortes de troubles ». Ces violences psychiques, et moins visibles, sont-elles moins graves, moins... violentes ? Le processus de civilisation mis en évidence par Norbert Elias dans *La Civilisation des mœurs* (1939) s'est développé en Occident par un apprentissage du contrôle des pulsions, pour leur intériorisation, si bien que l'agressivité des personnes et des nations se trouve aujourd'hui limitée par une infinité de règles et d'interdictions, lesquelles deviennent peu à peu des auto-contraintes. Par exemple dans le sport, l'agressivité est réduite, euphémisée, sublimée. Cependant

Michel Wievorka considère que « la violence nazie demeure le point aveugle de cette thèse »- c'est une première objection. Norbert Elias l'a reconnu et il est revenu sur sa thèse, en 1960, en s'interrogeant sur la « barbarisation massive » des Allemands, sur la « décivilisation », sans apporter vraiment de réponse au constat de ce retour en arrière. La deuxième objection est la suivante : le processus de civilisation n'affecte pas toutes les sociétés de manière homogène et que ces dernières décennies ont vu des guerres et des génocides dans certaines sociétés depuis 1945, au Rwanda, en Bosnie, en Syrie, guerres dont les civils sont les principales victimes. Le terrorisme islamiste fait certes peu de victimes en Occident, mais il cherche à créer un climat de terreur. Dans un texte de 1915, *Considérations sur la guerre et sur la mort*, Freud anticipait le recul des grandes guerres et imaginait qu'il se traduirait par un retour du refoulé, c'est-à-dire que la violence reviendrait d'une autre manière. Je crois pouvoir affirmer qu'il existe en effet aujourd'hui dans nos sociétés une violence insidieuse, qui se manifeste par exemple dans la surenchère de la violence des images, par une représentation dégradante de la femme dans le cinéma pornographique, par le vaste domaine des incivilités et insultes, comme les décharges sauvages, les rodéos urbains, le harcèlement en ligne et à l'école, la haine quotidienne... Toutes ces violences diffuses créent un sentiment d'insécurité, dont on aurait tort de croire qu'il est subjectif, donc non recevable. La violence n'est pas moindre, mais elle est autre, et nombre de violences ne sont pas réellement prises en compte par l'approche de Steven Pinker.

Des violences sont sans doute permanentes mais désignées par des mots nouveaux. La nomination joue le rôle de révélateur, même si la nomination du mal ne crée pas le mal. Je parlerai d'abord des violences permanentes à l'égard des plus faibles, femmes, enfants et anciens. Les féminicides ont probablement toujours existé, mais le phénomène était « invisibilisé ». Cette invisibilisation est soulignée aujourd'hui. De même, la « pédo-criminalité » dans l'église ou la famille est un terme qui révèle des comportements qui devaient exister en étant ignorés ou négligés. En ce qui concerne les relations consenties entre un enfant ou un adolescent et un adulte, comme l'histoire de la jeune Vanessa Spingora et de Gabriel Matzneff, je vous renvoie au chapitre du livre *Le Déchaînement du monde* de François Cusset, sur « les métamorphoses de la violence morale ». Est-ce que ce genre de délit est plus fréquent qu'autrefois ? Sans doute pas ! En tout cas, cela nous choque beaucoup plus.

Je voudrai aussi évoquer la violence des formes actuelles du capitalisme et des technologies qui sont associées. Nous pouvons y voir une brutalité systémique selon François Cusset, qui écrit : « L'économie, au lieu de pacifier les sociétés, répond une violence inédite, latente ou manifeste. » Il donne en exemples : la logique comptable exclusive, l'économisme sacrificiel, les institutions détournées de leur service du bien commun. Cette analyse ne lui est pas propre, comme l'illustre également un livre d'Achille Mbembe, *Brutalisme*, qui affirme qu'il existe une violence propre à notre système, une « violence inhérente au devenir artificiel de l'humanité et au devenir humain des machines ». Il écrit : « La transformation de l'humanité en matière et énergie est le projet ultime du brutalisme. » Pour ma part, j'ai été frappée par l'émerveillement des critiques devant la modernité du film *Titane*, palme d'or à Cannes ; apparemment, le fantasme de copulation d'une femme avec une Cadillac est jubilatoire.

Une autre violence, bien réelle, est en augmentation, c'est celle qui concerne le rapport à la nature, au vivant. Le fait de détruire la biodiversité et de pousser des millions de personnes à émigrer me semble être d'une violence inouïe, propre à notre époque. La notion d'écocide, le fait de détruire la nature, n'est pas une violence seulement contre la nature mais c'est une violence contre le monde vivant, y compris le monde humain, et surtout une violence contre les générations à venir. Mais comment évaluer cette violence contre les générations à venir, contre ceux qui ne sont pas encore nés ? Ce type de violences n'est pas pris en compte par ceux qui cherchent à montrer que le monde est de moins en moins violent. Brûler des forêts ou construire des centrales à charbon, dépenser des milliards pour soutenir la filière aéronautique, personne ne met cela dans la liste

des violences, mais tous ces actes vont dans le sens de l'écocide et ce sont des violences propres au monde contemporain.

Nous sommes aussi frappés par le déferlement de haine dans le monde virtuel et dans le monde réel, par la violence des images, celle de certains films et jeux vidéos. En ce qui concerne ces violences ludiques, certains disent qu'elles servent d'exutoire, que ces violences purement virtuelles auraient un rôle de catharsis. Mais cette haine fictive ne communique-t-elle pas avec des violences réelles, par exemple contre les policiers, les pompiers, les enseignants ? La violence qui hante nos imaginaires n'est pas sans lien avec la violence réelle, une « violence d'atmosphère », qui va du harcèlement en ligne jusqu'au harcèlement à l'école, voire jusqu'à l'assassinat de petits enfants Juifs tués à bout portant. Pourquoi cette haine, pourquoi ce phénomène général et banal de montée de la haine ordinaire, pas seulement sur les réseaux sociaux ? Sur cette question, il vaut la peine de lire l'essai *Tu haïras ton prochain comme toi-même* d'Hélène L'Heuillet. L'historien Pascal Ory, dans son livre *De la haine du Juif*, parle de la permanence de l'antisémitisme et même de son retour en France. Selon Michel Wievorka, la « tendance à la violence pour la violence semble de plus en plus renforcée par la façon dont s'effectue la consommation de la télévision, par la pratique du zapping, véritable encouragement à la non-contextualisation des images reçues. ».

Il existe aussi une violence extrême, le terrorisme. Dans son essai *Face au mal*, Michel Wievorka essaie de comprendre le profil de jeunes terroristes et avance une explication sociologique et psychologique, en parlant de « désobjectivation », c'est-à-dire de négation du sujet. « Des individus, au bout d'un parcours qui les mène à la violence extrême, cessent d'être des sujets pour basculer du côté du mal. »

Pourquoi tant de haine aujourd'hui ? La philosophie avance des réponses. Pour Hélène L'Heuillet, la haine serait le rejet de l'autre, le rejet de la part de l'autre hors de soi et d'abord en soi. Cette hypothèse vaut pour l'individu comme pour les peuples. À titre d'illustration, le populisme serait une pathologie de la démocratie, comme son double grimaçant. Le populisme fait recette lorsqu'un leader fait miroiter l'idée que l'on peut se passer de tiers, d'altérité. La haine en démocratie serait une forme de haine de la démocratie. Cela témoignerait de la nostalgie d'une société close, sans médiation, sans division et sans représentation, une société homogène et soudée, une telle société est mythique.

Je pense que la violence ne régresse pas, ni ne progresse, tout simplement parce *la violence*, cela n'existe pas : il y a *des violences*, des formes variées de violence, qui changent constamment. La violence est comme un virus mutant. Si les formes actuelles de violence sont moins sanglantes et moins visibles, sont-elles moins violentes pour autant ? Pourquoi cette permanence de la violence chez les êtres humains, une violence que l'on pourrait appeler aussi le mal ? Selon Hannah Arendt, la violence ou le mal se confond avec le refus de la pensée. Le criminologue Daniel Zagury lui donne raison dans *La Barbarie des hommes ordinaires* : « Elle a eu l'intuition de ce que la clinique criminologique ne cesse de confirmer. C'est d'abord dans le vide de la pensée, dans l'incapacité à élaborer nos conflits et, plus prosaïquement, à les contenir psychiquement que s'inscrit le mal. » En d'autres termes, ce serait le refus de faire face à la part maudite de l'humanité, le refus de reconnaître et d'accepter la complexité de la réalité hors de nous mais aussi en nous. Aujourd'hui, par exemple, des gens sont horrifiés par l'idée de dissocier le sexe et le genre, et pas plus tard qu'hier le dictionnaire Robert a ajouté le mot « iel ». Or, la dissociation entre sexe et genre est surprenante et réulsive certaines personnes. Une autre complexité est celle de l'immigration, et l'on entend que la solution serait de « trier » les immigrés (« immigration choisie »), comme si c'était facile : ce rejet de l'immigré serait une façon de se construire une subjectivité factice par la désignation de boucs émissaires. L'anthropologue Arjun Appadurai dit : « On tue pour savoir qui est l'autre et pour en déduire qui l'on est. » Cette violence (la peur et le rejet de l'autre) est peut-être accentuée par la mondialisation qui nous déstabilise. Les nouvelles violences, les violences

ethniques, le rejet de l'autre, la volonté de repousser le plus loin possible nos « envahisseurs », tiendraient à la perte de repères, au fait que l'on ne sait plus qui on est. Ces incertitudes suscitent une souffrance, et la violence peut créer une forme macabre de certitude, il s'agit d'une technique brutale pour rétablir la confiance en soi. La violence se déploierait ici lorsqu'il n'y a plus d'identité collective ou que celle-ci est amoindrie et vacillante. Le sujet qui se croit délesté de toute identité a le sentiment qu'il doit lutter pour sa propre survie. L'obsession de l'identité expliquerait par exemple le harcèlement à l'école, puisque l'on reproche aux filles de ne pas assez faire preuve de féminité.

En conclusion, je pense qu'il faut relativiser le sentiment de progression de la violence, dont il existe des causes permanentes dans l'Histoire, qui sont plutôt encadrées et limitées aujourd'hui du fait des États de droit et des institutions internationales mais aussi de l'évolution des mœurs. Cependant, la mondialisation accroît l'angoisse liée au sentiment de l'instabilité croissante du monde, au constat de la relativité des systèmes de valeur, au désenchantement du monde, qui augmente le désarroi, lequel tourne parfois à la panique. Un rapport de la CIA sur le monde en 2040 anticipe un monde plus contesté, un monde à la dérive, où « le système international est sans direction, chaotique et instable, car les règles et institutions internationales sont largement ignorées ». Je ne terminerai pas sur cette anticipation négative, mais sur des éléments positifs dans le monde qui est le nôtre. Je constate que la violence sous toutes ses formes est de plus en plus rejetée, à la fois par les opinions publiques et par les intellectuels, et que l'impuissance des dirigeants vis-à-vis de l'écocide est de plus en plus condamnée par la société. Le fait de nommer le mal, que ce soit l'écocide, le féminicide, le patriarcat ou le harcèlement, est un progrès notable, même si le résultat paradoxal de ce progrès est le sentiment que la violence augmente.

Jean-Marc DEVERRE

Merci beaucoup, Madame. Nous passons à une partie d'échanges. Vous venez de parler du fait de nommer les choses ; sentez-vous des violences latentes ou montantes qui n'ont pas été encore nommées et qui restent dans l'invisibilité ? Quelles sont les violences de demain ?

Laurence HANSEN-LØVE

Vous m'en demandez beaucoup ! Je crains l'afflux des réfugiés climatiques. Qu'allons-nous faire, construire des murs et mettre des snipers dessus ? Je n'ai pas de nom pour ce refus de l'invasion, qui est lié à une angoisse.

Jean-Marc DEVERRE

Peut-être vaut-il mieux éviter de parler de « violence » de manière générale et utiliser d'autres mots pour nommer ses différentes formes ?

Laurence HANSEN-LØVE

La violence structurelle n'est pas du tout la même chose que la violence des coups et des blessures. La violence contre soi, notamment celles des adolescents qui se suicident, n'est pas prise en compte dans des analyses comme celle de Steven Pinker, qui trouve que le monde va de mieux en mieux. Freud dit que lorsqu'on n'a pas moyen d'exprimer sa violence de façon collective, elle est retournée contre soi.

Vincent PROUVÉ

Proposez-vous des pistes par rapport à ces changements, à cette mondialisation, en particulier pour l'école ?

Laurence HANSEN-LØVE

Il y a beaucoup à faire pour l'école. Je fais partie d'un groupe qui s'appelle « Enseignants pour la planète », qui proposent du jardinage, pour que les enfants soient plus respectueux de la nature, des animaux, ce qui est le contraire de la violence. Cela peut sembler dérisoire par rapport à la

montée de la violence, à la façon dont les adolescents traitent parfois les enseignants en les agressant. Faut-il retrouver de l'autorité et comment ? Nous cherchons à inculquer une certaine bienveillance à l'école. Je dois vous dire que je suis étonnée que l'institution scolaire soit à ce point passive vis-à-vis du phénomène de harcèlement.

Jean-Marc DEVERRE

Il est pourtant nommé depuis des années.

Laurence HANSEN-LØVE

Mais la France a été en retard. Le fait est que des enfants viennent se plaindre au CPE, mais que CPE estime que ce n'est pas son problème car il a bien d'autres tâches. Il devrait y avoir des personnes à l'écoute dans les écoles.

Un éducateur

Y a-t-il une persistance de points aveugles ou d'invisibilité dans notre société ? L'un des points aveugles ne serait-il pas lié à la difficulté à mettre en avant des choses constructives ? Vous venez de parler d'une micro-activité qui vous paraît minime, mais peut-être que ces micro-activités sont très importantes ?

Laurence HANSEN-LØVE

Je suis favorable à toutes les réponses non violentes. Hier, j'ai lu dans *Libération* une interview de Judith Butler qui vient de publier un ouvrage sur l'engrenage positif de la non-violence. Depuis longtemps déjà, les personnes qui travaillent sur la non-violence proposent des initiatives. En philosophie, le courant qui s'appelle le convivialisme propose des activités associatives pour apporter des réponses qui soient celles de la société, des collectifs locaux, et pas de l'État, qui est assez défailant sur toutes ces questions. Par ailleurs, je vais vous raconter une anecdote, parce que je fais partie d'un mouvement de lutte contre le changement climatique (Extinction rébellion) qui, il y a deux ans, s'était installé Place du Châtelet, pendant trois jours, dans une ambiance joyeuse, l'installation était tolérée par la mairie de Paris. Mais des amis m'ont dit que ce que nous faisons était « extrêmement violent », à savoir empêcher des gens de traverser la place en voiture ! Le fait de discuter de ce qu'on appelle la violence est déjà une première étape.

Jean-Marc DEVERRE

Parler de plus en plus de violence a peut-être pour effet que l'on a l'impression qu'il y a de plus en plus de violence. Comment sortir de cette boucle ?

Laurence HANSEN-LØVE

Je pense qu'il faut être ferme et nommer le mal. La violence, c'est aussi invisibiliser un phénomène violent.

Une personne dans la salle

Le harcèlement sur les réseaux sociaux est un phénomène inquiétant.

Laurence HANSEN-LØVE

Oui ! Le harcèlement a toujours existé, mais aujourd'hui il est amplifié du fait des réseaux sociaux, d'autant que ces réseaux permettent de harceler quelqu'un de manière anonyme. Ce phénomène renvoie à la haine qui se déploie dans notre société.

Jean-Pierre LEBRUN,
Psychiatre et psychanalyste

Bonjour à tout le monde. Je vais vous parler de violence que l'on pourrait qualifier de légitime, nécessaire, et d'autres formes de violence qui sont inacceptables, inadmissibles. La tendance aujourd'hui est de trouver toute violence insupportable, car la violence serait la preuve de la domination. Poser le sujet en ces termes est assez dangereux parce que cela pourrait aboutir à un grand vœu pieux, qui est de se débarrasser de la violence, ce qui n'est absolument pas la stratégie la plus efficace.

Il est assez clair qu'aujourd'hui il existe moins de violence directe, immédiate, dans la mesure où nous sommes moins trucidés en sortant de chez nous. Mais d'autres disent que la violence augmente, comme celle des réseaux sociaux. La semaine dernière, *Télérama* montrait deux êtres qui se parlaient avec des gueuloirs, qui s'engueulaient. Le débat argumenté disparaît au profit de l'invective.

Sur le plan clinique, un symptôme est apparu il y a une dizaine d'années, qui donne lieu à des consultations spécifiques : ce sont les colères irrépessibles des enfants, jusqu'à huit ou dix ans, dès qu'il y a une limite. Ce problème m'oblige à aller à la racine de ce qu'est la violence, qui habite chacun, qui est toujours susceptible de réapparaître et qui me semble tout à fait logique et légitime. L'enfant, l'*infans*, c'est-à-dire celui qui ne parle pas, doit intégrer quelque chose de ce que parler veut dire. Parler est ce qui spécifie notre humanité. Nous vivons ensemble dans la parole, voilà ce qui nous caractérise. Parler implique de perdre l'objet réel qui va venir nous satisfaire. Si vous entrez dans la parole, vous devez consentir à ne pas avoir l'objet réel qui va vous satisfaire, mais à ne plus avoir que des objets substitutifs, qui ne sont pas ceux qui vous rempliraient totalement. Reconnaissez que c'est une violence qui s'impose à chaque être humain arrivant parmi nous, que de devoir intégrer qu'il passera sa vie à être toujours un peu insatisfait. La parole induit cette distance, ce décalage dans l'appareil psychique de chacun. Cela met en colère l'enfant qui n'aura pas l'objet satisfaisant ; il se rebelle contre ceux qui l'obligent à intégrer la parole. Les parents ont à assumer, à tenir le coup, à témoigner qu'il a beau à faire ce qu'il veut, il faudra bien qu'il s'y fasse : il n'aura pas exactement ce qu'il veut, ni quand il le veut et comme il le veut. Avant l'avènement de la postmodernité, il n'était pas inutile d'avoir deux parents, parce que l'un disait aimer l'enfant sans condition (généralement la mère), tandis que le père avait la fonction de rappeler qu'il aimait l'enfant sous condition. Cette dualité de l'amour est très bien racontée par le dernier livre d'Éric-Emmanuel Schmidt, qui avait l'amour sans condition de sa mère, mais qui a vécu le conflit avec son père qui l'aimait pourtant, mais pas sans condition. Pourquoi ces colères sont-elles aujourd'hui irrépessibles alors que depuis la nuit des temps elles finissaient par s'éteindre ? Pourquoi inventer aujourd'hui des consultations pédopsychiatriques et des émissions de télévision sur ces crises ?

La bagarre s'arrête quand celui qui la crée sait qu'il va perdre. Mais elle continue si la personne sait qu'elle va peut-être gagner. Aujourd'hui, l'enfant se trouve très souvent devant des parents qui ne se sentent plus la légitimité de lui faire une certaine violence, de lui dire non, de lui poser des interdits, qui ne savent pas assumer la position de ceux qui sont de la génération au-dessus par rapport à ceux qui sont de la génération en dessous. Cette difficulté n'est pas forcément liée à une démission parentale, mais aujourd'hui le parent, surtout celui qui avait la charge de l'amour sous condition, est presque dévalorisé, délégitimé dès lors qu'il doit interdire, contraindre. Or, l'enfant exige un choc, un conflit, et cela implique une certaine violence, évidemment pas dans le sens où il faudrait que le parent « se lâche », mais dans le sens d'une violence constructive, c'est-à-dire une violence qui dit

en substance « c'est comme ça ». L'enfant est contraint à respirer, à parler... c'est notre condition. Aujourd'hui, le parent a moins de légitimité à se penser tributaire d'un modèle social vertical, patriarcal, autoritaire.

Ce que l'on constate maintenant dans les débats, c'est que ceux-ci ne sont plus discursifs ; d'emblée, il faut porter l'estocade, être dans l'affrontement. Or, l'échange discursif reconnaît l'altérité, il sait très bien que l'autre a la possibilité de n'être pas là où on l'attend, et aujourd'hui on substitue à l'altérité la différence. La différence, c'est à partir de moi, alors que dans l'altérité c'est l'autre qui est premier. Dans le débat des élections présidentielles en 2017, l'un tenait une argumentation tandis que l'autre personne n'avait aucune argumentation et ne voulait qu'une chose, faire tomber son adversaire. Aujourd'hui, les réseaux sociaux viennent aggraver la situation parce qu'ils donnent la possibilité à chacun de dire ce qu'il a à dire, dans l'anonymat, sans qu'il en incombe un débat. Face aux énormes changements dans le monde, plus personne ne veut prendre sur lui le fait qu'il est assujéti aux lois du langage. Les parents ne se trouvent plus dans la position de soutenir cette énonciation, mais ils ont plutôt tendance à vivre ce qu'avec un collègue j'appelle la déflexion : le fait pour un agent d'autorité d'attribuer à d'autres les contraintes qu'il est amené à exercer, de renvoyer ces contraintes à une domination extérieure dont il se borne à transmettre les exigences, afin de se décharger du poids de la responsabilité collective. Nous le rencontrons aujourd'hui de plus en plus souvent, avec le chef qui se cache derrière les chiffres et les règlements pour obtenir le licenciement d'un employé ; le directeur de l'informatique qui prétexte des contraintes techniques pour justifier des options personnelles ; l'enseignant qui se réfugie dans des exigences du programme et qui renvoie systématiquement les difficultés d'apprentissage des élèves à la démission des parents ; les parents qui renoncent à interdire à leurs enfants de passer des heures sur des jeux vidéo ; les chauffeurs de bus qui s'abstiennent d'inviter les jeunes à céder leur place aux personnes âgées en prétextant que ce n'est pas leur travail mais celui de la police... C'est comme si plus personne ne voulait rappeler qu'il y a des lois qui font notre communauté d'humains et auxquelles nous ne pouvons pas échapper.

Qu'est-ce qui va faire qu'un enfant va accepter que l'objet réel ne va pas le satisfaire et qu'il n'aura plus affaire qu'à des semblants d'objets ? À mon avis, quatre éléments peuvent intervenir. Premièrement, c'est la mère, qui ne va pas prendre l'enfant comme un objet qui va la satisfaire. Cet enfant est amené à grandir et à avoir sa propre vie. Il n'est pas au service de la mère, de ce qu'elle attend pour combler son désir. Dans son rapport à l'enfant, la mère doit faire ce deuil. Deuxièmement, c'est le père, en tout cas un autre que la mère. En se référant à un autre, on commence à intégrer la vie sociale ; cet autre sert d'appui, de tremplin pour aller vers tous les autres, vers quelque chose d'autre. Certes il existe aujourd'hui beaucoup de mères célibataires, qui disent jouer les deux rôles, ce qui est une façon de reconnaître qu'elles savent qu'elles doivent à la fois aimer sans condition et aimer sous condition. Si l'enfant est aimé sans condition, il est évident qu'il n'aura pas envie de céder dès qu'il se verra imposer une limite ; il maintiendra l'escalade jusqu'à ce qu'il obtienne ce qu'il croit vouloir. Troisièmement, l'enfant lui-même n'accepte pas spontanément les exigences, les limites, mais l'enfant peut aussi les accepter rapidement. La réponse que l'enfant donne à ce qu'il perçoit comme une exigence joue évidemment.

Enfin, le quatrième élément, que l'on n'a jamais voulu beaucoup travailler mais qui m'intéresse vivement parce que je crois qu'il est responsable de ce qui se passe actuellement, est le discours social, qui vient légitimer cette exigence de renoncer à l'objet entièrement satisfaisant ou, au contraire, qui vient promouvoir l'idée que l'on peut l'avoir demain. La société de consommation dans laquelle nous sommes, néolibéralisme aidant, ne pousse à l'addiction à l'objet. Aujourd'hui, l'ensemble du discours social valorise de plus en plus la possibilité d'invention de cet objet, ce qui vient subvertir ce travail que doit faire

chaque enfant pour accepter d'être dans la condition humaine dans laquelle il n'a pas l'objet mais un semblant d'objet.

La violence sera toujours là, inscrite en chacun, parce qu'elle a été mise sur l'enfant, avec un vœu pacificateur et civilisateur, et elle sera toujours là et peut toujours resurgir parce que nous ne supportons pas facilement que l'autre soit autre que soi-même. Faire des vœux pieux pour qu'il n'y ait plus de violence me semble pauvre et sans grand intérêt ; en revanche, travailler cette dialectique de la violence, et la reconnaître à l'œuvre, est fondamental. Mais n'oublions pas que le vrai travail pour prendre en compte cette violence n'a plus aujourd'hui les structures qu'il avait hier ; ce n'est pas un regret de ma part, c'est un constat, et je constate aussi que l'on ne réfléchit pas à ce qui va remplacer la structure ancienne. Cela ne veut pas dire qu'il faut revenir au modèle patriarcal. Mais s'il n'y a plus que le discours consommatoire qui promeut l'objet à tous les coins de rue, cela risque d'avoir quelques effets très délétères. Car il s'agit de former non des consommateurs, mais des citoyens. Hier, nous avions des causalités circulaires entre les parents et la société, c'est-à-dire que l'autorité qui était mise en place dans la famille, au service du consentement à attendre de la contrainte pour assumer ce que le langage implique, préparait à la vie en société. L'autorité fonctionnait avec des côtés positifs et des côtés négatifs et donnait de la légitimité dans la famille à ceux qui exerçaient cette autorité. Le patriarcat servait à mettre de l'ordre dans le chaos. Aujourd'hui, nous vivons dans une société où il est possible de faire des enfants sans passer par la relation sexuelle : cette mutation a l'air anodine, elle est énorme, de sorte que l'on peut « fabriquer » un enfant. L'instance paternelle actuelle, qui est en difficulté de trouver sa place et qui ne véhicule plus l'exigence de la dimension d'amour sans condition, fait que les enfants se construisent de moins en moins comme des citoyens et de plus en plus comme des consommateurs. Le constat est celui d'une perte de l'autorité collective, et bientôt on ne saura plus comment faire face à la violence. Je crois qu'il faut être prudent dans notre manière de traiter la violence. À force de vouloir se débarrasser de la violence, attention à ne plus être dans la mesure d'être capable de soutenir celle que doit rencontrer la génération du dessous par rapport à la génération du dessus, parce que cela me semble quelque chose d'irréductiblement créateur de civilisation, pour préparer les enfants, les futurs adultes, à supporter leur propre violence. Merci de votre attention.

Un directeur d'établissement

Je remercie Monsieur Lebrun d'avoir parlé d'autorité. Je pense que l'autorité pose question dans les ITEP.

Jean-Pierre LEBRUN

Vous nous amenez à la question de l'institution. Nous ne nous rendons pas compte à quel point le fait de vouloir l'égalité, ou plutôt l'égalitarisme et le nivellement ne vont pas nous permettre de faire face aux difficultés. Il nous faut donc trouver de nouvelles manières d'asseoir une autorité qui a sa légitimité et qui est reconnue au sein du collectif. Je constate que de plus en plus de personnes arrivent à croire qu'elles peuvent revendiquer ce qu'elles pensent comme étant ce qu'il faut faire envers et contre tout, sans tenir compte du collectif. L'individu est aujourd'hui valorisé, sauf qu'il n'est pas possible que l'individu soit dégagé du commun. Avec l'égalitarisme, on met tout le monde à la même position, et parfois la différence générationnelle n'est même plus perceptible dans les familles. Il ne faut pas se leurrer avec une idéologie actuelle forte qui laisse à penser que l'on va pouvoir se débarrasser de la différence des places. D'ailleurs je vous signale que vous êtes tous en train de vous taire et que vous me laissez parler. Quelle domination j'exerce pour le moment ! La domination tient à la parole. Il y a la place de celui qui parle et la place de celui qui écoute. J'accepte maintenant de renoncer à ma domination...

Un éducateur

Serions-nous passés de l'autoritarisme à l'égalitarisme ? Quelle serait la troisième voie selon vous ?

Jean-Pierre LEBRUN

La troisième voie est de donner la place à l'autorité et l'égalité, de ne pas envisager l'une contre l'autre. C'est tout à fait possible dans le travail institutionnel. Un nouveau type de directeur émerge, même si dans une démocratie adulte, quelqu'un doit s'engager à prendre une décision, avec sa subjectivité, c'est-à-dire qu'il peut aussi se tromper. On peut très bien s'opposer à l'autoritarisme d'hier, qu'il fallait accepter sans discuter, et concevoir que quelqu'un prenant une décision n'abuse pas de son autorité.

Un intervenant

Vous avez parlé d'une société dont la réponse est aujourd'hui une fuite en avant. Qui voyez-vous pour enrayer cette fuite ?

Jean-Pierre LEBRUN

Vous et moi, nous tous au travail. Je vous recommande le livre du député François Cornut-Gentille, *Savoir pour pouvoir : sortir de l'impuissance démocratique*. Il est pour moi remarquable qu'un député ait la compétence d'écrire qu'il faudrait réaliser des diagnostics avant de prendre des décisions et d'être dans cette fuite en avant. Les gens au pouvoir ne sont plus capables d'avoir le recul suffisant, une vision politique. Contrairement à Pétain qui, en 1940, fuit en avant, pris dans un système, coincé dans une série de choses, le général de Gaulle prend du recul, donne un diagnostic, tout en étant dans une position de faiblesse extrême, mais son appel du 18 Juin a été la possibilité d'organiser un objectif politique. Je pense qu'aujourd'hui nous sommes en mal de vie politique et qu'il faut restaurer d'urgence la capacité à la vie politique. Tout le monde doit redevenir sensible la vie politique, y compris les intellectuels qui souvent se débinent derrière un démagogisme fou pour être prêts à accepter n'importe quoi. Pardonnez-moi, je fais partie de ceux qui ont signé le fait que des enfants sont mis au risque des hormones et de la chirurgie sous le prétexte qu'ils veulent changer de genre. La question n'est pas d'accepter qu'il y a un genre et un sexe, la question est de ne pas accepter qu'il y ait, avec la question du genre, le déni de réalité du sexe. Les gens qui pensent un peu n'osent plus parler face à l'idéologie, telle est l'une des caractéristiques du monde actuel ; ils sont intimidés, ils n'osent plus soutenir une parole, alors que si nous sommes en démocratie, nous avons le droit de dire ce que nous pensons et de ne pas être attaqués par ce que nous disons. Les réseaux sociaux sont en train de laminer cela de manière radicale.

Jean-Marc DEVERRE

Face à la perte d'autorité, comment remettre un cercle vertueux dans la cellule familiale ? Le changement doit-il venir plutôt de la société ou repartir de la famille ?

Jean-Pierre LEBRUN

Des deux. L'éducateur peut très bien intervenir pour poser des conditions, et le parent peut très bien aimer l'enfant sous condition. Pour l'enfant, rien n'est plus angoissant que de pouvoir être à toutes les places ; il faut donc que l'enfant puisse trouver sa place par rapport à des limites. Nous devons rétablir une autorité collective, il n'y a pas moyen de faire autrement. La démocratie ne suppose pas la suppression de l'autorité collective. Imposer quelque chose n'est pas antidémocratique. La démocratie suppose qu'il y ait des règles à respecter.

Une éducatrice spécialisée

Certains enfants tapent leurs parents. Si l'autorité parentale est fragilisée, l'autorité vis-à-vis de la police le sera aussi. Quelle peut être la solution pour nous, éducateurs, dans une société où l'autorité est fragilisée ?

Jean-Pierre LEBRUN

Je crois que la force extraordinaire d'un éducateur ne tient pas aux règles qu'il prescrit, au savoir qu'il possède, aux connaissances qu'il aurait de l'éducation, mais tient parce qu'il raisonne à partir d'une situation et qu'il énonce quelque chose. Ce qui est extrêmement déterminant dans votre travail d'éducateur, c'est la rencontre de deux êtres parlants, qui doivent accepter que l'altérité de l'autre les dépasse.

Une éducatrice

Peut-on dire que la violence est à tous les niveaux et que finalement les gens répondent par la violence parce qu'ils ont subi de la violence ?

Jean-Pierre LEBRUN

À supposer que votre parent ait été incestueux à votre égard, cela ne vous libère pas de l'obligation de ne pas être incestueux. C'est la même chose pour la violence : on peut tout à fait accepter que quelqu'un ait été violenté, mais cela ne lui enlève absolument pas l'obligation interne à chaque être de travailler à mettre la violence à distance. Des choses lourdes et compliquées peuvent arriver à tout un chacun, mais cela n'enlève en rien notre responsabilité.

Jean-Marc DEVERRE

Merci à vous pour cette intervention. Nous allons maintenant écouter Pauline Martin, qui fait partie de la direction de L'ESSOR de Clairval.

Mosaïque de témoignages de l'ESSOR

Jean-Marc DEVERRE

Sur quel projet avez-vous travaillé ?

Pauline MARTIN

- Avec mes collègues Cindy Pougetoux et Mathieu Yassef, adjoint de direction à l'ITEP de Clairval, nous avons souhaité faire vivre un espace de témoignages de professionnels de L'ESSOR. Nous avons choisi de vous les présenter en une vidéo, répondant à deux questions : Selon vous le niveau de violence augmente-t-il au sein de votre public, et, selon vous, l'évolution du cadre institutionnel influence-t-elle le niveau de violence, les comportements ?

(Diffusion de la vidéo)

Transcription des témoignages de la vidéo :

« Le niveau de violence des jeunes est toujours le même qu'il y a dix ans. Les processus de colère et de violence institutionnelle n'ont pas changé. Il n'y en a pas plus et il n'y en a pas moins.

Depuis un certain temps, on peut constater que la violence diminue, du fait que nous avons moins d'élèves présents et que les profils d'élèves ont sensiblement changé. Nous voyons moins d'actes violents et une fréquence moindre dans la violence.

Il y a toujours eu de la violence verbale et physique. Toutefois, sur les populations précédentes, le passage à l'acte permettait un véritable travail autour de la prise de conscience. Actuellement, nous accueillons des jeunes psychiques qui nécessiteraient un accompagnement spécifique, que nous ne pouvons pas avoir ou que nous avons de moins en moins. On se rend compte que cela déborde régulièrement et qu'ils ont besoin d'être arrêtés physiquement, mobilisant un adulte, pour éviter la mise en danger pour eux et pour les autres. Depuis quelque temps, nous avons même recours à une nouvelle approche, telle que les contentions. Il y a aussi des jeunes verbalement violents vis-à-vis de l'adulte ou via les téléphones portables vis-à-vis de leurs pairs, avec les réseaux sociaux. Ils dégradent, ils manquent de respect, sans se sentir forcément concernés lorsque c'est repris, un peu comme si la norme n'était plus la même.

La violence s'est énormément atténuée et devient même très exceptionnelle. Quand je suis arrivée à l'ITEP en 2013, les bagarres entre jeunes étaient très fréquentes, les gestes et les paroles irrespectueux envers les adultes étaient monnaie courante. Le niveau d'agitation était assez élevé de manière générale, et un rien pouvait déboucher sur la crise d'un jeune. Aujourd'hui le climat est beaucoup plus apaisé. Peu de jeunes sont en même temps sur le site, et cela permet des interactions calmes et beaucoup plus citoyennes.

Aujourd'hui la violence n'est plus trop d'actualité sur le site, du fait d'avoir des petits groupes de jeunes de deux, trois ou quatre, voire des individualités. La violence n'apparaît plus. Par contre, il y avait sur site beaucoup de jeunes, ce qui créait forcément des tensions dans la journée, des conflits envers les adultes et entre les jeunes. La violence apparaissait très régulièrement. Cela permettait aussi de reprendre des situations avec le jeune, la colère qu'il avait en lui, et cela permettait d'avancer avec lui sur ce sujet. C'était parfois positif. Cela paraît un peu fou, mais c'était le cas. Aujourd'hui, il n'y a plus de violence sur le site.

Je ne trouve pas que le niveau de violence a particulièrement augmenté. Je dirai plus que la violence s'est banalisée, principalement au niveau des réseaux sociaux, des jeux vidéo, des films.

On voit beaucoup de violence, et dans la tête des jeunes ça s'est beaucoup plus banalisé. Pour eux, la violence n'est pas quelque chose de grave. Voilà mon ressenti comparé aux jeunes qu'on pouvait prendre en charge il y a quinze ou vingt ans.

En fait, la question de la violence et de sa recrudescence dans la société est une question double, puisqu'on parle à la fois des jeunes dans la société et des jeunes que nous accueillons. Y a-t-il plus de violence dans la société ? C'est une banalité que de le dire, je pense que la violence existe dans la société depuis toujours, que c'est une donnée anthropologique fondamentale. On peut peut-être dire qu'actuellement il y a une perte importante de repères, qui peut donner lieu à une recrudescence des manifestations agressives et violentes, non contrôlées, et qui peut mettre en danger la construction des jeunes et les repères qu'ils peuvent accueillir. Par rapport aux jeunes que nous accueillons, je ne suis pas sûr qu'il y ait une augmentation de la violence, mais nous avons à être créatifs pour mettre en œuvre des modalités pratiques de traitement de cette violence, parce que ce sont des jeunes qui ont vécu des traumatismes pour nombre d'entre eux, ce qui crée une instabilité psychique et des manifestations agressives, non médiatisées par une réflexion ou par une inhibition ou par une élaboration. Nous avons donc à mettre en œuvre des stratégies, des pratiques d'accueil pour ces jeunes, pour leur permettre d'élaborer cette violence. À ce titre-là, c'est un travail que nous connaissons bien, mais cela nous demande une créativité accrue. Cela fait partie de la bienveillance et de notre travail thérapeutique de nous adapter à chaque fois à ces jeunes et à la société dans laquelle ils vivent.

Le cadre n'y est peut-être pas pour rien. Comme vous pouvez le voir, dans le Var, en plus il fait beau, vous qui êtes dans une salle à Paris, dans le froid. Comment peut-on être violent dans un cadre aussi idyllique ? C'est impossible ! Dire que le niveau de violence avec les jeunes que l'on reçoit augmente, il suffit de les voir ; non, je ne crois pas qu'il augmente. Dire que des jeunes ont des difficultés, c'est une certitude. Des jeunes peuvent être frustrés, ils veulent jouer, ils veulent s'amuser et ils ont du mal à accepter qu'on leur impose certaines contraintes : c'est une évidence. Par contre, dire que le niveau de violence a augmenté dans l'institution que je dirige, je ne le crois pas. J'en parlais tout à l'heure avec nos jeunes, et ce n'est absolument pas le cas, me semble-t-il.

Quand je suis arrivée en 2013, sur le site de Clairval, il y avait à peu près 70 jeunes, qui étaient là du lundi au vendredi, pour une grande partie en internat. Donc une grande concentration de jeunes, sensibles, acceptant peu le regard des autres, et fatalement les gestes d'incivilité étaient extrêmement courants. Aujourd'hui, l'organisation a complètement changé. Nous recevons des jeunes qui, pour la plus grande part d'entre eux, sont scolarisés au collège-lycée. Ils ne passent avec nous que des demi-journées, très rarement des journées entières. Le nombre de jeunes est limité, ce qui fait que l'encadrement est beaucoup plus serré et facilité. De ce fait, on assiste extrêmement rarement à des événements violents.

L'inclusion dans le milieu ordinaire de nos jeunes, avec des prises en charge en SESSAD, en unités d'enseignement, en accueil de jour, soit en individuel soit en petit effectif, à l'extérieur des murs institutionnels, favorise le contrôle de nos jeunes. Ainsi, dans ce cadre d'intervention, je me rends compte qu'il y a de moins en moins de violence et que l'attitude se réajuste du fait du regard des autres. Alors qu'à l'inverse, les jeunes accueillis en institution, sur de petits groupes ou en unités d'enseignement à l'intérieur des murs, manifestent beaucoup plus de violence qu'auparavant. Sûrement parce qu'on trouve cela plus important. Mais aussi parce que les groupes constitués changent et ne sont pas forcément repérants et investis. Et enfin parce que les prises en charge par les services psychiatriques sont de plus en plus inexistantes, malgré l'augmentation des troubles psychiques.

Le cadre institutionnel influe sur la violence. Comme dirait le pédopsychiatre Jean-Jacques Jouselin, on est là pour être apaisé. C'est-à-dire permet à chaque jeune qui est ici d'avoir des

temps de répit, d'être tranquille. Nous avons donc éclaté l'institution. Nous avons une salle qui n'est plus ici, qui est externalisée, qui est dans l'école du petit village de Barjols. Permettre à chaque jeune d'avoir des activités, des animations, un moment avec un adulte dans l'institution, cela permet d'avoir un cadre apaisé. L'environnement de 170 hectares nous permet d'avoir en permanence des activités où chaque jeune va trouver de l'intérêt, va pouvoir s'y poser, dix minutes, une demi-heure, une heure, et un éducateur spécialisé ou un enseignant pourra le reprendre dans de petits collectifs, en l'occurrence de deux jeunes, avec Laurent, l'enseignant, qui est en train de nous filmer. Le cadre institutionnel permet d'avoir des temps apaisés, de ralentir et de diminuer les violences.

Nos processus internes permettent aujourd'hui aux professionnels d'être beaucoup plus alertes face à la question de la violence, que ce soit par le biais des écoles, de la formation ou des protocoles mis en place dans l'institution. Par rapport à il y a dix ans, les éducateurs sont plus à même de se confronter à cette violence parce que le cadre est beaucoup plus présent et repérant.

Par rapport au cadre institutionnel qui a été mis en place il y a quelques années, nous faisons en sorte que les jeunes soient plus intégrés scolairement, sur différents sites, ce qui a permis de dispatcher des groupes de jeunes moins importants et ce qui a contribué à moins de violence entre eux et à une situation plus apaisée sur le site. Par contre, je ne sais pas si cette violence est exprimée à l'extérieur. Il faut savoir que ces jeunes ont beaucoup de colère en eux. Il faut forcément un endroit où ils puissent la déposer. L'ITEP, entre autres, en faisait partie, et la violence était contrôlée par les adultes, des professionnels. Le cadre institutionnel a fait en sorte que la violence disparaisse petit à petit des établissements.

Concernant l'évolution du cadre institutionnel, je dirai qu'elle a une influence positive, de par la transformation en DITEP, qui permet de se concentrer sur l'individuel et certains temps collectifs. C'est le jour et la nuit comparé à l'ITEP pur et dur d'il y a quelques années. Nous n'avons plus affaire à ces phénomènes de violence étant donné que ce n'est plus du collectif au quotidien.

Cette question de la violence et du cadre institutionnel se déroule sur le terrain avec ce que l'on appelle la liaison, c'est-à-dire la liaison entre les pulsions, les affects bruts, la motricité et même l'expression de l'agressivité, tout ce qui est de l'ordre du brut, et, de l'autre côté, les représentations, c'est-à-dire les valeurs, les images, les idées, les principes, comment je me vois, comment je vois les autres, comment je vois le monde. Il existe actuellement un vide des représentations ou un conflit entre les représentations. Les jeunes sont extrêmement désorientés. Cela favorise le passage à l'acte, la non-liaison. La liaison est tellement importante, et il y a des adultes pour incarner cela. C'est la question de la transmission. L'évolution du cadre institutionnel, qui va dans le sens d'une désinstitutionnalisation, est intéressante dans la mesure où l'on s'inclut dans la société. L'écueil à éviter est la disparition de lieux de vie. Or, ces lieux de vie sont fondamentaux dans la mesure où c'est ce qui permet, grâce au temps passé avec les jeunes, de leur transmettre quelque chose de vivant. Je pense qu'avec ces représentations qui permettent de lier entre elles les pulsions, l'agir, l'élaboration... ces lieux de vie sont une nécessité pour cette transmission, par des humains incarnés, parce qu'on sait très bien que les valeurs, les principes, les idées se transmettent par des humains incarnés. »

Jean-Marc DEVERRE

Je crois que l'on peut applaudir tous ceux qui ont participé à ces témoignages. Pouvez-vous nous dire quelques mots en complément ? Quelles sont vos réflexions sur ces deux questions que vous aviez posées ?

Pauline MARTIN

Je remercie d'abord tous ceux qui ont bien voulu répondre, et je remercie mes collègues pour le montage. La question des ITEP, du dispositif, était très présente, notamment sur la désinstitutionalisation. L'accompagnement individuel et le fait d'aller vers la société, d'être au milieu des pairs et de ce qui fait sens, tout cela a apporté de l'apaisement. Mais il ne faut pas tomber dans l'écueil de la désinstitutionalisation comme une absence d'institution. L'institution est hors les murs et il faut aussi que l'institution puisse faire sens, en apportant un repère cadrant. L'enjeu est d'être au plus près des besoins des jeunes et des familles, de mêler l'accompagnement, l'éducatif et le thérapeutique. Notre rôle, dans le cadre de l'institution, est de faire le lien entre leur agir et leurs pulsions, de leur permettre d'avoir un espace d'écoute, d'attention, et de jongler entre le temps individuel et ce qui fait institution. On ne peut pas les accompagner sans poser la question de la socialisation. Le groupe et le lieu de vie sont fondamentaux dans nos accompagnements. Je terminerai par un extrait du sociologue Laurent Mucchielli, de son texte *Penser la violence* : « Les violences sont plurielles et n'ont pas de signification en soi. Elles sont les symptômes, les techniques ou parfois le dernier langage pour exprimer en réalité autre chose : des conflits, des compétitions, des dominations, des inégalités. C'est bien cette autre chose qu'il faut analyser si l'on souhaite ne pas se contenter de plaquer sur des faits le fait que l'on ne comprend pas des lieux communs, des imaginaires ou des préjugés sans intérêt. » Je crois que nos missions sont de questionner, d'entendre et de métaboliser la question des autres choses qui font violence.

Jean-Marc DEVERRE

Merci beaucoup. Vous avez souligné l'importance du cadre. Même si tout le monde n'a pas la chance de disposer de 170 hectares dans le Var, nous avons entendu que tout le monde pouvait être créatif et innovant, et c'est peut-être de là que vient la solution.

TABLE RONDE

Jean-Marc DEVERRE

Nous accueillons à cette table ronde Pascal Clémendot et Benjamin Soubeille, respectivement directeur et éducateur spécialisé à L'ESSOR Tolosan, Cathy Girard, adjointe de direction à L'ESSOR Enfance et Famille, et Vincent Prouvé, psychologue à L'ESSOR Occitan. Cathy Girard, racontez-nous en quelques mots votre parcours et comment vous avez été confrontée à la violence et en quoi l'expérience passée vous sert aujourd'hui.

Cathy GIRARD

Bonjour à tous. Avant d'arriver à L'ESSOR, j'ai travaillé dans des centres sociaux, dans des quartiers prioritaires, principalement en Seine-Saint-Denis. Nous étions sur un volet préventif, tandis qu'en MECS nous sommes plus sur un volet curatif. Même s'il y a de la prostitution et du trafic de drogue dans les quartiers, la violence extrême ne surgit pas tous les jours, elle est même rare. Mais il existe des violences au quotidien, dans la rue et dans l'institution. Il existe aussi des communautés dans les quartiers dans lesquelles des personnes ne parlent pas forcément notre langue et ne comprennent pas forcément nos codes sociaux, ni les valeurs républicaines.

Jean-Marc DEVERRE

Les institutions sont-elles en partie défaillantes pour transmettre des repères d'autorité ?

Cathy GIRARD

Oui. Nous avons accompagné les familles notamment face à des problèmes de logement. L'institution parfois se cache, ne prend pas ses responsabilités. C'est donc un combat, en particulier pour la parentalité et contre l'échec scolaire. Je suis désolée, mais aujourd'hui l'institution ne met pas les moyens pour que nous puissions travailler sur ces registres.

Jean-Marc DEVERRE

Votre expérience passée vous sert-elle à L'ESSOR ?

Cathy GIRARD

Oui, il existe des passerelles entre les deux. Le public n'est pas différent dans les quartiers et en MECS. Nous avons les mêmes problématiques en MECS, mais elles se traitent un peu différemment.

Jean-Marc DEVERRE

Pascal Clémendot, que constatez-vous sur le terrain par rapport à la violence ?

Pascal CLÉMENDOT

Aussi loin que je remonte dans ma mémoire, il y a toujours eu des passages à l'acte violents, mais je ne crois pas qu'il y en ait plus. Ces violences ne sont pas une fatalité. Il est possible de les réduire par des dispositions dans les établissements. Il y a trente ans, avec 45 jeunes sur un même site, les effets de groupe étaient extrêmement importants. Une décision de la direction générale de l'époque a été de fermer ces structures pour organiser de petites unités éclatées sur le territoire, ce qui a significativement fait baisser les effets de groupe. Ensuite, la loi de 2002 a permis de travailler sur des projets singuliers, y compris sur un plan clinique. Il est essentiel de comprendre des situations particulières avant d'agir. Ainsi, l'analyse est fondamentale.

Jean-Marc DEVERRE

Aujourd'hui, la violence est-elle moins physique et plus psychique ?

Pascal CLEMENDOT

On est passé peut-être plus d'une violence de transgression à une violence assez imprévisible, liée à des problèmes psychologiques importants. Ce qui demande une connaissance du public affinée, de la formation et une lecture des situations particulières.

Jean-Marc DEVERRE

Benjamin Soubeille, comment vous êtes-vous adapté au fil du temps pour mieux prévenir la violence auprès des jeunes que vous côtoyez au quotidien ?

Benjamin SOUBEILLE

Je suis embauché seulement depuis deux ans et il m'est donc difficile de parler d'évolution sur des décennies. Nous avons aujourd'hui, avec l'équipe, une approche plus étayée face à des manifestations de violence. Il faut mettre en avant le rôle des équipes dans la prévention face à des manifestations plus ponctuelles et imprévisibles. J'étais préparé par mon expérience auprès d'adultes atteints de handicaps psychiques. En fait, on se forme au quotidien, en préparant les choses en équipe et par des groupes d'analyse des pratiques.

Jean-Marc DEVERRE

Vincent Prouvé, on parlait ce matin de la légitimité des institutions et de ceux qui la représentent. Est-ce un aspect important par rapport aux difficultés de représentation des publics accueillis ?

Vincent PROUVÉ

Beaucoup de jeunes sont en perte de repères et même de représentation, ne savent pas valeur qui ils sont et ce qu'est la société. Nous constatons un repli psychologique. L'enjeu est alors de parler et de construire du sens ensemble. Ces jeunes sont souvent dans une expression brute, dans le désarroi voire le désespoir. Ils sont en attente de liens avec les adultes, de rencontres avec des êtres humains. La question de la transmission d'humain à humain est très importante. Cela requiert un certain engagement.

Jean-Marc DEVERRE

Encore faut-il que l'humain soit positionné. Dans la relation de l'un à l'autre, il y a une certaine dérive de la légitimité, disait Monsieur Lebrun ce matin. Est-ce quelque chose que vous ressentez dans vos différentes fonctions ?

Benjamin SOUBEILLE

Je ne la ressens pas forcément. La violence devient l'affaire de tous, c'est-à-dire que les équipes sont assez solidaires, elles peuvent se soutenir, et la direction intervient vite s'il y a besoin d'aide.

Pascal CLÉMENDOT

Notre pari est de donner la parole pour diminuer la violence, par des entretiens, des conseils avec les familles, des réunions de groupe... Il est important de ne pas faire de la violence une affaire personnelle, mais de proposer une approche collective de la situation. Il faut aussi savoir poser des limites. Les jeunes attendent des adultes qu'ils sachent poser des limites, d'abord symboliquement.

Vincent PROUVÉ

Bien souvent, des jeunes dont j'ai eu à m'occuper avaient subi des violences, des traumatismes, des injustices. Cela pose la question de la légitimité à intervenir. La légitimité

se construit et se gagne aussi. Il s'agit d'abord d'écouter ce que l'autre a à dire, de comprendre son histoire. On n'arrête pas de construire du sens et d'échanger en équipe, parce qu'il faut beaucoup parler pour construire le sens. La violence, c'est aussi l'absence de parole.

Cathy GIRARD

Les enfants en difficulté expriment leur détresse d'une certaine manière, et c'est le rôle des professionnels d'échanger pour les prendre en charge.

Jean-Marc DEVERRE

Est-ce que les dispositifs en milieu ouvert, qui permettent de sortir de l'institution qui était enfermante et qui pouvait générer certaines formes de violence, ne créent par d'autres difficultés ? La violence s'exprime-t-elle ailleurs, sous d'autres formes ?

Vincent PROUVÉ

La désinstitutionnalisation revient à éclater l'approche sur divers lieux. Or, faire institution c'est aussi faire le lien. S'il se passe quelque chose à l'extérieur, cela nous concerne aussi. Si nous ne faisons rien, si nous travaillons pas avec les enseignants, le jeune sera déscolarisé et le problème nous reviendra. Nous essayons de construire quelque chose de commun avec les partenaires extérieurs qui sont autour de ce jeune.

Benjamin SOUBEILLE

Il est essentiel de faire du lien en partenariat. Il faut aussi faire en sorte que le jeune soit acteur de son projet et qu'il trouve du sens au sein de l'équipe. Le sens est bien ce qui légitime notre intervention.

Pascal CLÉMENDOT

En diversifiant les parcours, nous avons ouvert des possibilités de progression. Certes, les partenariats ne sont pas toujours simples à mettre en œuvre. Il n'est pas évident de les construire parce que les logiques ne sont pas forcément les mêmes et que les temps d'intervention ne sont pas les mêmes. Mais croiser tout cela sera, à mon avis, de plus en plus nécessaire au regard de l'évolution des populations.

Jean-Marc DEVERRE

Un intervenant a dit ce matin qu'il fallait être de plus en plus créatif, pour continuer à s'adapter à ces nouveaux publics, à ces nouvelles situations. Peut-être faut-il plus loin en matière de partage d'expériences avec d'autres structures ?

Vincent PROUVÉ

La surprise nous donne envie de créer d'autres choses en permanence. Il faut de toute façon se former régulièrement aux questions de violence. Je pense qu'il faut créer des solutions à chaque fois pour chaque enfant.

Benjamin SOUBEILLE

Il n'existe pas forcément de mode d'emploi concernant la gestion de la violence. Cela passe par l'expérimentation et l'apprentissage permanent.

Cathy GIRARD

Je suis persuadée aussi qu'il est fondamental d'apprendre en prenant du recul sur nos pratiques, en les analysant et en étant en veille en permanence.

François CUSSET,
Historien des idées

Le thème de mon livre *Le Déchaînement du monde : logique nouvelle de la violence*, paru en 2018, m'est venu après toute une série d'ouvrages d'histoire contemporaine, voyant que ce thème de la violence était comme l'angle mort, le grand impensé, comme si elle avait disparu ou qu'elle avait tellement décliné qu'il n'y aurait plus à en parler. De nouvelles formes de violence sont apparues depuis trois ans : la pandémie, la violence du virus, celle des règles sanitaires, celle des rapports sociaux dans la défiance, et la violence de la catastrophe économique que représente cette crise, mais aussi par exemple la violence de suprémacistes blancs qui se sont battus avec les partisans du Black Lives Matter. Je propose un déplacement du regard, de ne plus penser la violence au moment du coup mais de la penser dans l'après-coup, comme la circulation à long terme d'une émotion ressentie, pour appréhender ce que deviennent ces affects. Dans un texte écrit en 1939, alors que le nazisme est en train d'envahir l'Europe, Simone Weil choisit d'écrire sur *L'Illiade* d'Homère, le poème de la force : « La force qui tue est une forme très sommaire de la force. Combien plus subtile, combien plus complexe et combien plus dévastatrice est la force qui ne tue pas, qui ne tue pas encore ! » Je voudrais parler de ces violences qui ne sont pas directes, mais des violences qui circulent et dont on ne sait pas quand elles vont s'arrêter. Je voudrais partir d'un paradoxe : dans le métro, si un acte violent a lieu, comme l'arrachage du téléphone ou une gifle qui est donnée, nous y serons plus sensibles parce que cette violence nous choque plus qu'auparavant, et en même temps nous sommes désensibilisés, puisque nous passons à côté de sans-abri dans des états mentaux physiques et mentaux presque terminaux, de migrants qui portent sur eux la violence de la guerre, de la torture, de massacre, la violence aussi qu'on leur attribue ; cela, nous ne le voyons pas. Nous sommes en un sens plus douillet et en même temps indifférents à la violence systémique de réfugiés par milliers. L'exemple de la voiture brûlée est emblématique dans la mesure où les démagogues prétendent que l'unique violence est le fait de brûler cette voiture, alors que cette violence est inscrite dans un nœud complexe d'autres violences, celle de la police, celle de la relégation économique, celle du véhicule lui-même, cet objet rapide, puissant et dangereux. Ainsi, autour de la voiture qui brûle, nous sommes au carrefour d'une série de violences mais on ne commente que l'acte de la mettre à feu. Je veux ici vous proposer un inventaire des formes de violence actuelles et vous proposer une explication principale liée à l'économie, ce qui peut sembler paradoxal après avoir dit durant des siècles que l'économie adoucissait les mœurs. Puis j'aborderai les formes de régulation ou d'endiguement de la violence, en prenant comme hypothèse que les formes de catharsis sont aujourd'hui bloquées ou ne fonctionnent plus aussi bien qu'auparavant, de sorte que beaucoup de violence s'accumule dans les psychés individuelles et collectives.

Selon les historiens, le monde n'a jamais été aussi peu violent. Autrefois, la part des populations décimées par les guerres et les épidémies était plus importante, si l'on s'en réfère aux statistiques. En effet, le taux d'homicide n'a jamais été aussi bas et il est en baisse continue. Pour autant, la mort peut venir d'ailleurs : des multinationales, comme le groupe Nestlé, qui produit des barres chocolatées qui provoquent chez des personnes fragiles des maladies mortelles à des âges où l'on ne devrait pas les connaître. Le laboratoire pharmaceutique Pfizer est directement responsable de la mort de plusieurs millions d'Africains, à la fin des années 1990, du sida, en engageant un procès ayant bloqué la vente de la trithérapie générique pendant un an et demi, ce qui a causé entre 3 et 5 millions de morts. Voilà des criminels en col blanc dont on ne parle pas comme des criminels. Officiellement, l'esclavage a disparu, il a même été aboli à grand bruit ; mais regardez les chantiers immenses dans les Émirats arabes unis ou en Chine, et vous verrez que ceux qui y

travaillent sont des esclaves, entassés dans des baraquements, dans des conditions de travail et de salubrité que l'on croyait ne plus connaître aujourd'hui. Nos vies sont beaucoup plus longues et sûres qu'autrefois ; pour autant, elles sont beaucoup plus stressées et instables du fait de changements qui sont beaucoup plus fréquents. Il existe aujourd'hui peu de risque d'une rixe à la sortie d'un bar ; en revanche, les harcèlements en ligne poussent au désespoir, parfois au suicide, parfois à l'acte violent. Le terrorisme, quand il survient, fait écran dans le sens où il est presque impossible d'inscrire cet acte ignoble dans une histoire, dans une analyse politique, en essayant de comprenant les rapports entre la politique et la religion, puisque nous sommes hypnotisés par des images en boucle, traumatiques, qui empêchent la réflexion. Le terrorisme, un mot qui date de la Révolution française, de la Terreur, a été pratiqué un peu par tout le monde ; ses formes actuelles, difficiles à contrôler, sont à penser dans une histoire plus large. De même, s'il semble y avoir moins de guerres, il existe des endroits dans le monde qui sont dans des conflits qui durent depuis longtemps et cela ne semble déranger personne. La guerre en République Démocratique du Congo dure depuis près de trente ans et a provoqué entre 5 et 7 millions de morts. Entendez-vous parler fréquemment de cette guerre ? Non. Il est vrai que cette guerre est entretenue par le fait que le Congo possède les premières réserves au monde de certains minerais rares, nécessaires à la fabrication des téléphones et ordinateurs, et que les factions alimentent le conflit avec l'argent issu de l'exploitation des minerais.

Ce relevé nous oblige à poser une question encore plus délicate, qui est celle de la violence de l'État. Au XIX^e siècle, le grand anthropologue allemand Max Weber expliquait l'histoire moderne comme l'histoire de la prise de monopole de la violence par l'État et de la répression des violences individuelles, pour que l'État ait ce monopole et que sa violence soit légitime et nécessaire à l'ordre public, voire à la Justice. Ce peut être la violence de la punition, de la prison, de la mise à mort. Cette violence est de moins en moins acceptée, en tout cas auprès de certaines populations. Dans tous les pays, l'État compensait cette violence par une fonction d'aide et d'équilibrage des inégalités sociales, mais il joue de moins en moins ce rôle et de plus en plus un rôle de contrôle et de répression.

En outre, si la situation est devenue moins violente en termes d'homicides, je vous ferai remarquer que la violence exercée sur les animaux et sur la nature a explosé. 50 à 70 milliards sont abattus chaque année pour l'alimentation humaine. C'est désormais la violence la plus dangereuse, à moyen et long terme, pour notre survie collective.

Norbert Elias a écrit, juste avant la Deuxième Guerre mondiale, une longue histoire de l'Occident, qui pour lui est une longue émergence de la « civilité ». Il y explique comment, graduellement, sur plusieurs siècles, les hommes sont passés de la mise à mort à la discussion, de la lutte entre les groupes à une relative pacification des rapports, de la situation anarchique qui permettait à un aristocrate sortant d'une taverne d'embrocher un manant à une situation de droit qui mène la personne en prison si elle commet un tel acte. La civilité comprend les traités de savoir-faire, qui se sont imposés dans l'histoire moderne et qui ont pacifié les mœurs. Cette hypothèse de mœurs pacifiées ne fonctionne plus. Le capitalisme, la concurrence effrénée entre les acteurs économiques et la négation de ceux qui ne réussissent pas rendent un peu dérisoires les règles de civilité. Croyez-vous vraiment que pour monter un empire du business il faut respecter la courtoisie ? Croyez-vous que la concurrence à l'ostentation, où il faut exhiber les preuves de sa richesse, pousse à la modération des mœurs ? L'économie devenue folle n'aurait-elle pas tendance à faire de nous, de beaucoup d'entre nous, de nouveaux sauvages, qui ont beau avoir été civilisés par les traités de savoir-vivre et par les lois ? L'économie, par le désespoir de ceux qui perdent et la rage de ceux qui gagnent, continue à contredire cette évolution vers la civilité et à instiller une violence nouvelle.

La violence de l'économie est une violence largement invisible ou dont on ne voit que les conséquences terminales. On a du mal à penser l'économie comme violente, et pourtant je peux vous faire une liste d'institutions qui étaient censées jouer un rôle de compensation de la violence et qui sont gagnées par cette logique et deviennent même des vecteurs de cette violence. Dans les institutions de santé publique, où les lits continuent d'être retirés malgré la pandémie, a été intégrée la logique comptable, qui enlève à ceux qui y travaillent le sens de leur activité et qui rendent incapables ces institutions d'accomplir leur mission. Les institutions de l'épargne sont aussi gagnées par la violence invisible des structures ; par exemple, la plupart des retraités américains ont leur argent placé dans des fonds de pension, qui investissent cet argent sur des marchés boursiers très volatils, qui rapportent plus que les placements à 1 ou 2 %. Mais de temps en temps, des phénomènes comme des krachs font que des millions de vieux Américains viennent mettre en faillite un pays à l'autre bout du monde, ou dévaluer une devise monétaire dans un autre pays, mettant en péril d'autres personnes. Je peux évoquer aussi les entreprises, les lieux de travail, relativement pacifiés, où l'autorité était assez ferme et où elle est aujourd'hui moins visible, parce que les travailleurs sont censés être dans la convivialité et le tutoiement général, et pour autant la violence des rapports intersubjectifs est plus grande qu'à l'époque plus hiérarchique. On vit dans le monde de la négation du sens du travail. Le stress, le burn-out et le suicide sont des phénomènes qui ont explosé ces dernières années, et ils sont presque nécessaires à la logique économique et font de ceux qui les vivent des gens qui ont perdu toute valeur. Le perdant du système économique subit une double violence : celle d'un système qui l'a écarté et la violence interne symbolique, par laquelle il pense que cet échec est de sa faute, et il finit par trouver presque juste d'être écarté, puisqu'il a intégré l'argument de l'adversaire. Nous pouvons aussi parler de la violence des objets et de l'automatisation des processus de production et de consommation, qui devrait générer un chômage structurel beaucoup plus important.

La violence de l'économie se manifeste aussi par la violence du chiffre, celui qui fait le succès d'une œuvre ou d'une personne, le chiffre qui vaut en soi, comme c'est le cas pour le nombre d'abonnés sur les réseaux sociaux. C'est-à-dire que celui qui a un succès large au vu du chiffre a une valeur intrinsèque. La logique du chiffre est elle-même particulièrement violente parce que des personnes peuvent raconter des choses intéressantes sur les réseaux sociaux mais n'ont que mille vues, tandis que d'autres ont des millions de vues sans dire des choses passionnantes.

La violence de l'économie ravage les ressources naturelles, elle épuise nos corps et nos psychés par le stress et la contrainte, elle se fonde sur la guerre de tous contre tous, et cette violence est présentée comme inévitable, comme naturelle et même, selon les idéologues de ce système économique, comme préférable à tout autre système. Selon eux, tout autre système serait plus violent, donc « le commerce adoucit les mœurs ». On n'arrive pas à penser comme violente cette logique économique car le discours de la bonne entente, de la convergence, l'a emporté et a interdit les acteurs économiques de penser l'économie en termes de conflit. Autrefois, il existait l'expression « lutte des classes », qui est un phénomène qui n'est pas réductible à la théorie de Marx : tous les économistes sont d'accord pour parler de conflit, mais on n'a plus le droit de le reconnaître, le conflit étant rendu invisible. Comment va-t-on faire si l'on ne sait pas qui est l'ennemi et quels sont les intérêts, et que va-t-on faire de la violence accumulée dans cette situation ? On va déployer la violence du conflit ailleurs, auprès de ses proches ou dans d'autres formes de compensation, en se déchaînant sur les réseaux sociaux ou des jeux vidéo.

Je pense qu'il faut envisager la société dans son ensemble comme un circuit d'énergies, avec des zones de canalisation pour expulser ces énergies sans déverser de violence. La thèse de la catharsis date d'Aristote, qui expliquait qu'en allant voir une tragédie on ressentait de la

terreur ou de la pitié, tout en sachant que c'était du théâtre, si bien que le spectateur était soulagé de ces passions qu'il avait accumulées. Le sport avait aussi pour fonction de purger les passions violentes. Aujourd'hui, tout ce système de purgation par la culture, le sport, la symbolique et le sacrifice rituel est bloqué, engorgé. Pourquoi ? D'abord peut-être parce que les images que nous consommons sont d'une violence sans précédent et sont vues dès le plus jeune âge. Au lieu seulement de les consommer, il faut aussi en produire pour devenir populaire. Il faut être visible pour exister, sinon on n'est personne. C'est là une tyrannie de la visibilité. L'engorgement vient aussi d'une fuite en avant, notamment par une hystérisation du corps et une radicalisation des processus, qui finalement met en panne la grande mécanique de la compensation énergétique. Il est très difficile de savoir si la vie passée sur les écrans rend plus ou moins violent, mais il est certain que les conditions de la vie culturelle et de la catharsis ne sont plus les mêmes.

La violence a longtemps été le fait de la pénurie : les pauvres exerçaient la violence du vol ou crime pour compenser leur pauvreté. Cette violence de la pénurie existe toujours, mais aujourd'hui il faut comprendre qu'il existe une violence de l'abondance, parce que le désir se trouve trompé par l'abondance. C'est l'image de l'enfant qui veut des bonbons et qui se retrouve dans une usine contenant des millions de confiseries, de toutes les couleurs, de toutes les formes et de tous les goûts. Cette vision met l'enfant dans un état de panique et de souffrance, car le désir ne peut plus s'exercer, puisque le manque a disparu et que la satiété n'est plus possible.

Pour finir, je voudrai parler d'une autre forme de violence, celle de gens relégués en bas de l'échelle sociale ou celle de jeunes désocialisés, une violence qu'ils exercent en réaction aux violences systémiques. Il ne s'agit pas de défendre cette violence réactive ; aucune violence n'est défendable. Mais il s'agit de faire la différence entre une violence réactive pulsionnelle et individuelle et une action collective qui peut être la pression d'un groupe social ou professionnel, une action nécessaire et pas nécessairement violente, qui rassemble ces personnes et qui en fait des sujets.

Il faut avoir à l'esprit que la violence la plus grande est souvent la plus rationnelle, la plus élaborée, la moins repérable en tant que violence, alors que ce qui ressemble le plus à la violence, comme un coup de poing, est ponctuel et localisé, tout en étant inacceptable. En 1942, à la conférence de Wannsee, totalement secrète, organisée par le régime nazi pour planifier techniquement la déportation et l'extermination des Juifs d'Europe, 16 personnes se sont réunies posément, parmi lesquelles il y avait 15 docteurs en droit. La violence n'est pas spécifiquement le fait d'un fond primal, pulsionnel, barbare, elle est encore pire lorsqu'elle est présentée comme un phénomène rationnel, technique et normal.

Jean-Marc DEVERRE

Merci à vous, François Cusset. Qui veut réagir ?

Thibault LAMBERT

Dans toutes les situations, c'est toujours le nombre qui a fait le succès. Une certaine littérature a beaucoup de succès, des auteurs vendent des centaines de milliers d'exemplaires, tandis qu'une littérature plus « noble » réalise moins de ventes...

François CUSSET

Une double violence s'exerce dans la logique du succès : d'abord, les chiffres sont nécessaires pour des entreprises afin de vendre des produits culturels, en littérature ou en cinéma ; mais ce qui est nouveau, c'est que ce qui décide du succès est moins le contenu que l'algorithme du programme, qui décide de beaucoup de choses. Par exemple, la vidéo sur YouTube d'un chat qui tombe peut avoir plus de vues qu'une palme d'or à Cannes.

L'algorithme décide aussi d'une certaine radicalisation des positions politiques, puisqu'il cherche ce qui clive, ce qui divise, dans la mesure où la division fait débat et suscite le chiffre, des succès artificiels. Ainsi, l'algorithme exerce une violence dont on n'a pas besoin.

Jean-Marc DEVERRE

Vous parliez des émotions après la violence. Peut-on parler d'une violence non réglée au sein des individus aujourd'hui ?

François CUSSET

La violence qui n'est pas accomplie s'accumule dans l'inconscient, dans les pulsions, et crée une rémanence visuelle qui peut entraîner des frustrations. Le jeu guerrier soulage-t-il ou exacerbe-t-il la violence ? Les sociologues ne le savent pas vraiment. Pour moi, la violence est aussi un phénomène atmosphérique, c'est-à-dire qu'il y a de bonnes ambiances et de mauvaises ambiances et que lorsqu'un projet vient faire violence, l'atmosphère se dégrade entre les habitants. Revoyez les images d'un défilé du régime nazi à Nuremberg et vous aurez de façon presque tectonique des palpitations, devant cette ambiance vectrice de toutes les violences.

Jean-Marc DEVERRE

Je ne sais pas s'il faut rester sur une note pessimiste. Le droit a-t-il perdu définitivement ou peut-il avoir un sursaut, alors même que nous sommes dans un système qui rémunère la violence puisque plus la violence sera vue, plus elle sera virale et plus elle générera de l'argent ?

François CUSSET

Nous allons tous faire le pari qu'il n'est pas trop tard. Il est sûr que les acteurs économiques et politiques puissants du moment ont en commun de se sentir au-dessus des lois, de sentir qu'il est facile de les contourner. Un jour, Bill Gates, le patron de Microsoft, avait rendez-vous avec le président des États-Unis à la Maison-Blanche. Celui-ci ayant dix minutes de retard, Bill Gates a repris son jet privé dans l'autre sens. Ce n'est pas une question d'agenda, cela exprime l'idée qu'il n'existe pas de pouvoir qui symboliquement soit supérieur à celui des acteurs économiques. Si c'est cela, le modèle de puissance que nous léguons à nos enfants, on comprend que le droit ne suffira pas. Le droit est dépassé par la révolution numérique, la pandémie, la catastrophe climatique, mais il peut évoluer historiquement. Le droit a aussi tendance à privilégier les riches et les puissants, puisqu'il est plus facile avec de l'argent d'avoir un ténor du barreau. Mais il a pour mission d'inventer un filet nouveau pour contenir ces violences nouvelles.

Reynald BRIZAIS,
Maître de conférence en psychologie sociale

J'ai écouté Monsieur Cusset avec beaucoup d'intérêt et je suis d'accord notamment avec l'idée d'être sensible aux ambiances, tout en distinguant la notion de cadre et celle d'ambiance. Les professionnels ont la responsabilité de la création et de l'entretien du cadre, mais aussi de porter l'ambiance et de soutenir un projet de vie. La violence est une ambiance qui peut vite vous capter et vous faire perdre pied.

Le 2 janvier 1974, j'étais éducateur devant un groupe de jeunes épileptiques 13 à 18 ans, à Toul Ar C'Hoat à Châteaulin ; c'était le lancement de ma carrière. À 19 heures environ, les jeunes sont entrés dans le pavillon, à l'exception d'un seul, resté dans la porte d'entrée, aussi grand que moi, à la différence qu'il était plus costaud. En me bloquant le passage, il me dit qu'il pratique la lutte bretonne. Il insiste. Il avance vers moi, me prend, et j'ai le réflexe de me dégager. Il atterrit dans le placard. J'ai compris, ce jour-là, que j'avais « gagné », sauf que j'avais le sentiment d'une infinie solitude. J'ai grandi à Nantes, au boulevard du Massacre, dans une cité qui n'était pas achevée à l'époque. J'ai côtoyé la violence régulièrement. À Toul Ar C'Hoat, trois mois après ma première journée, j'ai été assommé d'un coup de poing, par un jeune qui refusait de replacer le tourne-disque dans l'espace commun et qui voulait le garder dans sa chambre. Un mois plus tard, un petit jeune qui venait d'apprendre que ses parents refusaient de le recevoir a démoli le pavillon ; il a fallu s'y prendre à trois pour le contenir.

Y a-t-il plus ou moins de violence aujourd'hui ? Je voudrais évoquer les recherches de Paul Durning et de Dominique Fablet, sur le climat socio-émotionnel et ses incidences sur les enfants accueillis en établissements de rééducation et de thérapie. Leurs observations ont duré plusieurs années. Ils ont détecté les phénomènes de violence, dans les deux sens : par les jeunes accueillis et par les équipes qui répondent par des modes violents. Il n'est pas certain qu'il y ait plus de violence aujourd'hui, mais il devient de plus en plus certain qu'on nous oblige à moins d'institution. La désinstitutionnalisation à laquelle on nous invite avec assistance fait courir le risque de privatisation de la relation. Or la relation fait courir des risques, dont celui de la violence. Face au « lutteur breton », j'ai compris que jamais je ne m'en sortirais tout seul.

La violence pose la question de l'autre. Freud écrit « Autrui joue dans la vie de l'individuel le rôle d'un modèle, d'un objet, d'un associé ou d'un adversaire. » Le sujet ne peut donc être pensé que dans le rapport à l'autre, par imitation, par identification, par personnalisation, à distinguer de l'individualisation, qui est le rejet des cadres et du collectif. L'autre peut être un soutien, un point d'appui. Mais l'autre peut aussi être perçu comme un adversaire, une menace à éliminer, un obstacle à supprimer. L'agressivité peut se traduire en violence, et le but est la conservation, la protection, la confiance en soi. Pour contenir, encadrer l'agressivité, on peut recourir par exemple au sport, comme le rugby. En outre, l'autre peut être perçu comme un pourvoyeur d'objets qui nous satisfont. La dépendance pouvant être un fondement du lien social, la relation à l'autre peut reposer sur un mécanisme de décision et de satisfaction, un mécanisme qui nous oblige à négocier.

La violence est dans l'histoire du sujet le premier mode d'intervention sur le monde auquel il va recourir ; elle consiste en *une action directe de A sur B pour obtenir de lui le transfert de l'objet x qui constitue le motif de la dépendance de A*. La violence est ainsi un processus de réification de l'autre, c'est-à-dire d'utilisation d'autrui comme une « chose » que la subjectivité voudrait pouvoir modeler pour la mettre dans l'état où son désir l'attend. Celui qui met en œuvre cette violence veut éviter que « ça parle », car la parole de cet autrui chosifié viendrait révéler qu'un sujet est là. Il faut donc bâillonner, étouffer, priver de parole. Pourquoi les États totalitaires se préoccupent-ils autant de museler la presse ? Pour qu'elles ne puissent pas parler.

La violence survient dans la relation, c'est-à-dire la rencontre de l'autre réduite au face-à-face.

La relation — Une situation à risque

Si l'on en reste à la relation dans la rencontre à l'autre, il faut se souvenir que « le face-à-face dégénère toujours en corps-à-corps » (F. Oury). Sans règles, sans cadre institutionnel, le face-à-face, c'est-à-dire la relation, comporte trois issues toutes risquées : l'agressivité, l'angoisse ou la tendresse excessive (P.-C. Racamier).

À propos de *tendresse excessive*, nous avons appris, il y a quelques années, qu'un éducateur avait abusé des jeunes filles d'un IME de Nantes pendant 35 ans. Sa femme travaillait dans la même structure, et personne n'a rien vu, personne n'a jamais su écouter. Nous savons que ce risque de dérive de la relation existe. Je connais à l'inverse des situations d'éducateurs mis en cause par des jeunes pour des allégations situées dans ce registre de la *tendresse excessive* qui se sont révélées fausses ; le jeune avait compris qu'il avait une possibilité d'une prise de pouvoir sur l'adulte.

Anticiper le surgissement de la violence – Un travail d'équipe

C'est pourquoi parce que la violence risque toujours de survenir, il faut que l'équipe puisse l'anticiper. Vous n'arriverez jamais à empêcher qu'elle surgisse, mais il est de votre responsabilité d'avoir prévu les conditions dans lesquelles vous allez accueillir ces faits de violence et leurs conséquences.

Dans les années 1980, j'étais psychologue dans un internat spécialisé où les violences étaient presque quotidiennes. À un moment, j'ai proposé avec l'équipe éducative d'adresser ensemble un message aux jeunes de l'établissement : « Nous savons tous que des violences peuvent arriver, mais chaque fois que ces faits surgiront, tous les adultes présents, quel que soit leur poste et quel que soit leur lien avec le groupe, viendront ensemble pour s'engager dans la mesure du possible à arrêter ces faits, en évitant de vous blesser. » Lorsqu'un sujet se met en furie, il faut savoir qu'on ne pourra pas l'arrêter avec des « bricoles » ; il y a parfois besoin d'une interposition physique, et c'est là qu'il faudra tout faire pour l'arrêter sans l'affronter ; il faut user de tactique de contournement. J'ai souvenir d'une scène drolatique où pour arrêter un jeune parti dans une crise de violence nous sommes intervenus à trois, jusqu'à finir de plaquer le jeune au sol en l'immobilisant par le fait que nous nous étions assis sur lui... jusqu'au moment où, alors que nous étions partis dans une discussion à propos du week-end à venir, nous avons entendu la petite voix nous dire : « ça va, euh, je

suis calmé maintenant ! ». Mais il ne suffit pas seulement d'arrêter la violence, il faut être capable d'échanger ensuite, de la mettre en parole.

Bref il y a besoin de cette anticipation par l'institution, par l'équipe.

La désinstitutionnalisation — une orientation risquée

Certaines évolutions actuelles nous suggèrent pourtant d'aller vers moins voire pas d'institution, jusqu'à prôner un modèle très libéral de prise en charge du sujet « accompagné ».

Pour les ITEP, dans le *dispositif intégré*, l'accompagnement de l'utilisateur se déroule dans son milieu de vie, dans son parcours, avec une centration sur le sujet.

La rapporteuse spéciale sur les droits des personnes handicapées de l'ONU, qui a visité la France en 2017, a indiqué dans son rapport de mars 2019 qu'il fallait désinscrire la désinstitutionnalisation des personnes handicapées au rang des priorités, d'envisager d'établir un moratoire sur les nouvelles admissions et de fermer progressivement les établissements pour ces personnes.

Selon moi, il ne s'agit pas de les fermer, mais de les reconsidérer, de mettre en place des ressources, de l'accueil de nuit et de jour, des possibilités de consultation, des suivis, des bilans, et d'être en lien avec des ressources externes utiles, institutionnellement. Je vous invite à réfléchir à la différence entre le dispositif institutionnel et la plateforme privée, au modèle clientéliste. Le client est une personne qui achète un bien ou un service, ce n'est pas la même chose que l'utilisateur à qui l'on rend un service.

Derrière les logiques de dispositif, l'enjeu est de réussir à éviter un repli sur des relations individualisées et de maintenir l'idée que le parcours se pense ensemble, et pas dans la tête d'un seul pour un autre, et ça dans une « relation ».

On est en droit d'interroger ce repli vers un modèle dés-institutionnalisé, qui fait courir à l'utilisateur le risque d'une relation trop *individualisée*, et au professionnel le risque d'un *isolement* dans la confrontation à un usager devenu « client ».

À tous les étages de notre organisation sociale, on trouve la même logique... Moins nous serons capables de porter des institutions démocratiquement construites, c'est-à-dire impliquant tous ceux dont elles régulent les comportements sociaux, et plus nous laisserons ouvert le chemin primaire de la violence comme mode de résolution du conflit que représente – en tout cas potentiellement – toute rencontre avec autrui.

CLÔTURE

Gaël ESCAFFRE

Le public accueilli était moins dur avant... C'est la litanie que j'entends de la part des professionnels du secteur lorsque je me déplace dans les établissements de l'association. Il me semble cohérent de pouvoir réfléchir à cette remarque afin de conclure à la réalité de cette situation ou, au contraire, à un simple ressenti issu d'une fatigue professionnelle ou d'une lassitude des situations violentes gérées au quotidien. C'est la raison pour laquelle j'ai lancé cette journée d'étude annuelle sur le thème de la violence.

Si l'on se réfère à des indicateurs de violence, la guerre paraissait une normalité dans la résolution d'un conflit entre les peuples ; aujourd'hui, nos mœurs ne sont plus à la résolution d'un conflit par la guerre, qui est jugée comme une décision de dernier recours, afin d'éviter à tout prix la violence et les atrocités qu'elle entraîne. L'évolution de nos mentalités sur ce thème fait émerger une diminution statistique du nombre de tués par la guerre.

Nous avons parlé des régimes étatiques totalitaires, qui entraînent une violence physique et psychique pour toute une population. Le constat est qu'a priori ils sont moins nombreux sur la planète. Dans les années 1970, il existait encore des dictatures dans des pays proches de la France : le Portugal de Salazar et l'Espagne de Franco, sans parler des pays de l'Europe de l'Est, où la Guerre froide n'a pris fin qu'en 1989. Il serait inimaginable aujourd'hui d'envisager une telle situation aux pieds de nos propres frontières.

La criminalité a diminué en France : deux fois moins d'homicides aujourd'hui que durant les années 1990, quatre fois moins que pendant les années 1960, et vingt fois moins qu'au 18^e siècle. La prise de conscience de violences domestiques permet de dénoncer aujourd'hui des faits inacceptables, qui révoltent aujourd'hui alors même qu'ils étaient quasiment un non-événement il y a un demi-siècle.

Tous les signaux sembleraient être au vert. Pas de quoi s'inquiéter, à priori, pour conclure sur un environnement et un vivre-ensemble qui pourrait s'apaiser. Alors pourquoi cette remarque récurrente selon laquelle les enfants étaient moins durs avant qu'aujourd'hui au sein de l'ESSOR et sur le secteur de manière générale ? Est-ce que la psychiatrisation de notre société renvoie à un ressenti d'une violence plus exacerbée, pourtant infirmée par les statistiques ? Est-ce la médiatisation de nos relations avec les autres ? Enfin, on ne peut pas passer sous le silence que l'institution collective permet à une personne fragilisée d'entrer éventuellement dans l'engrenage de la violence.

Les hospitalisations psychiatriques sans consentement ont augmenté de 24 % en six ans, soit 100 000 patients par an. La proportion des personnes en programme de soins sans consentement s'élève de 35 à 44 %. Ces chiffres ont été constatés avant la crise sanitaire, que cette dernière est venue aggraver en provoquant une augmentation des pathologies psychiatriques et une aggravation des conditions de soin. Est-ce un phénomène d'une société où s'installe la violence ? Les études montrent que 85 % des personnes violentes sont indemnes de troubles psychiatriques et que 90 % des personnes souffrant de troubles psychiatriques ne sont pas violentes. En revanche, près de 60 % des personnes souffrant de troubles psychiatriques sont victimes de violences dans l'année. Un patient schizophrène, qui représente 1 % de la population mondiale, a 14 % plus de risque d'être victime d'un crime violent que d'en être l'auteur. Il est manifeste que certaines pathologies mentales sont

associées à des pathologies organiques, notamment celles liées aux addictions. La prévention de ces fléaux ne serait-elle pas un remède à l'évolution positive de cette situation ? Il est également manifeste que la précarisation entraîne la psychiatrisation des individus. Des milliers de personnes sans logement souffrent de troubles psychiatriques sévères. J'en déduis qu'œuvrer en amont par une lutte contre les addictions et la précarisation pourrait faire diminuer le ressenti d'une violence qui se serait accrue.

L'absence de réel projet personnalisé peut inciter un jeune public à une réelle déscolarisation, le confrontant ainsi aux mécanismes de la petite délinquance dans des quartiers. Ce constat connote la défense du territoire et du marché, à des fins économiques et de subsistance, ce qui provoque une violence à coups de kalachnikov, rendant un quartier pouvant être paisible en une aire de jeu guerrier, où certains médias peuvent se délecter de passer en boucle les images enregistrées sur simple smartphone, alors même que les caméras de l'époque ne permettaient pas de renvoyer ces images de violence. Ces marchés économiques parallèles peuvent produire une connexion entre le monde des bandes et le milieu de la délinquance professionnelle, et la guerre des gangs devient une actualité quotidienne par la présence des réseaux sociaux. Ces derniers sont un facteur d'accélération, qui ont l'avantage d'une mise en scène personnalisée avec la qualité d'une démonstration de faits d'armes et de suprématie dans le seul but de se faire reconnaître par les autres bandes. La médiatisation encourage donc le phénomène de la violence par la mise en scène comme une réelle valeur d'étalon. Le passage d'une personne socialement, scolairement et professionnellement disqualifiée est alors reconnu comme un phénomène intéressant. On peut se demander si la multiplication des faits récents de bagarres en Île-de-France est en lien avec la médiatisation dans une logique d'imitation. Passer dans les journaux ou à la télévision est un titre de gloire, perçu comme tel, mais cela reste tragique. L'extrême médiatisation n'est-elle pas un encouragement volontaire à ce genre d'événement ? Auquel cas il ne s'agit plus d'un simple ressenti d'une augmentation de la violence, mais bien d'un accélérateur à des faits divers.

Enfin, lorsque nous évoquons le thème de la violence, on ne peut ignorer les conséquences de l'institution. La violence institutionnelle peut provenir de différentes origines : des pairs, des décideurs de l'accompagnement, ou de l'organisation de l'institution elle-même. Lorsque l'institution est matérialisée par l'établissement d'accueil, les interactions quotidiennes entre les jeunes et/ou les acteurs institutionnels peuvent faire émerger cette violence. Elles sont identifiées, selon l'Organisation mondiale de la santé, par des violences physiques, des violences sexuelles, des violences psychologiques et des privations ou négligences, toutes cumulables. Je reste en permanence surpris que ces actes provoquent une omerta quasi naturelle, rendant la dénonciation, dans un sentiment de délation, absente. Pour autant, ces violences sont repérables car elles mettent en jeu un acteur souvent identifiable. J'ose espérer que la loi de 2002 a considérablement fait évoluer la situation par la création des commissions de bientraitance, par les recommandations des bonnes pratiques professionnelles ou encore par le registre des plaintes et des signalements. L'autre type de violence institutionnelle constatée indirectement pourrait être attribué par les personnes décisionnaires du placement ou de l'accompagnement ; une décision est prise dans la vie de l'enfant, parfois lourde de conséquences, ou dans la vie de l'adulte, alors même qu'il n'y est pas associé. J'ose espérer, une nouvelle fois, que la loi de 2002 a considérablement fait évoluer la situation par la participation de la personne concernée à son projet individualisé.

Au-delà des valeurs propres à l'institution, représentée par l'association, cette dernière cherche à se rassurer dans l'accueil et dans l'accompagnement des personnes fragilisées. Elle va organiser, quantifier, évaluer son activité et va se faire contrôler. Cette organisation pourrait rendre l'accueil et l'accompagnement rigides par l'obligation de règles et de

protocoles dans le seul objectif de se dégager d'une responsabilité d'un futur acte répréhensible pénalement. La déviance de cette politique est de donner une priorité aux modes de fonctionnement et d'oublier ce pour quoi l'association existe, à savoir l'accueil et l'accompagnement de la personne fragilisée, rendant ainsi une violence institutionnelle qu'il ne faut certainement pas écarter, en tout cas y rester vigilant. J'ose espérer que l'obligation du processus d'amélioration continue de la qualité au sein de l'institution n'alimente pas ce constat au sein de l'association. C'est un nouveau paradoxe que nous pourrions constater, où ce processus amènerait à une organisation rigide, laissant place à la violence institutionnelle que peuvent subir indirectement les personnes que nous accompagnons.

Dans ce contexte, il m'appartient, avec du recul, non pas tant savoir si la violence a évolué dans un sens ou dans l'autre, si elle a diminué ou pas, mais de pouvoir constater qu'un seul acte de violence au sein de l'association est déjà inacceptable et de pouvoir le dénoncer. Il nous faut alors travailler dans le sens de la prévention, avec les outils de médiation, et il nous faut adapter nos structures pour contourner la violence. Je ne parle pas de désinstitutionalisation, mais d'évolution de l'organisation. La solution est le travail de chacun de nous. Merci beaucoup à vous.